



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 10 AOUT 1918.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 10TH AUGUST, 1918.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, 10 juillet 1918.

M. J.-T. Donohue, industriel, de Québec, juge de paix pour le district de Saguenay.

M. François Bouret, négociant, de Québec, juge de paix pour le district de Québec. 3043

Québec, 18 juillet 1918.

M. George Montpetit, gentilhomme, de Hull, géolier de la prison commune du district d'Ottawa.

Québec, 24 juillet 1918.

MM. Edward-F. MacMahon, gentilhomme, Napoléon Deguise, employé des postes, Montréal, juges de paix pour le district de Montréal. 3045

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Quebec, 10th July, 1918.

J. T. Donohue, industrial, of Quebec, to be a justice of the peace for the district of Saguenay.

François Bouret, trader, of Quebec, to be a justice of the peace for the district of Quebec. 3044

Quebec, 18th July, 1918.

George Montpetit, gentleman, of Hull, to be jailer of the common jail of the district of Ottawa.

Quebec, 24th July, 1918.

Edward F. MacMahon, gentleman, Napoléon Deguise, postal clerk, of Montreal, to be justices of the peace for the district of Montreal. 3046

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,
A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION

LOMER GOUIN, } ATTENDU qu'en vertu
Procureur-Général. } des dispositions du Code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle* de Québec, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité de la paroisse de L'Annonciation Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de la municipalité de la paroisse de L'Annonciation et de l'ériger en municipalité séparée sous le nom de la "Municipalité de la partie nord de la paroisse de L'Annonciation".

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient une population de trois cents âmes, et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité d'où ce territoire a été détaché, une population de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique de ce territoire faite selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'érection en municipalité séparée et distincte de la municipalité de la paroisse de L'Annonciation a été approuvée par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la "Municipalité de la partie nord de la paroisse de L'Annonciation" en municipalité distincte et séparée de la municipalité de la paroisse de L'Annonciation.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit:

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS in and by
Attorney-General. } virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the divisions of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law;

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory herein-after described and situated in the municipality of the parish of L'Annonciation, has been presented to Us making application to detach this territory from the municipality of the parish of L'Annonciation, and erect it into a distinct municipality under the name of "Municipality of the north part of the parish of L'Annonciation".

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains a population of three hundred souls and that after its erection into a distinct municipality, there shall still remain in the municipality from which this territory has been detached, a population of three hundred souls;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the technical description of this territory made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a distinct and separate municipality from the municipality of the parish of L'Annonciation, has been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us, for the erection of the "Municipality of the north part of the parish of L'Annonciation" into a separate and distinct municipality from the municipality of the parish of L'Annonciation.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

Le territoire à être érigé en une municipalité séparée sous le nom de "municipalité de la partie nord de la paroisse de L'Annonciation", dans le comté des Deux-Montagnes, est détaché de la municipalité de la paroisse de l'Annonciation, et ses limites en référence aux données du cadastre officiel de cette paroisse, sont décrites comme suit, savoir:

Partant du point où aboutit au Lac des Deux-Montagnes la ligne ouest du lot No 147, cette ligne vers le nord-ouest, jusqu'à la rue Notre-Dame, puis, vers le nord-est, le côté sud-est de cette dernière sur une distance de cinq arpents et demi ($5\frac{1}{2}$) et ensuite, continuant sur le côté N.-O. de la dite rue (ou chemin des Trappistes à cet endroit) jusqu'à la ligne nord-est d'un emplacement servant autrefois au gardien de la barrière à cet endroit; de là, vers le nord-ouest, la dite ligne nord-est de cet emplacement, et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des lots Nos 195 et 196, à environ un arpent au sud-ouest du coin sud-est de ce dernier numéro, puis, vers l'ouest, la dite ligne séparative et son prolongement en travers le chemin de L'Annonciation, au site de l'ancienne barrière qui s'y trouvait; de là, vers l'ouest et le sud-ouest, une ligne brisée passant par les barrières dites "du chemin du milieu" et "du chemin de l'Anse", jusqu'à la rive nord-est du Lac des Deux-Montagnes, et cette rive, dans une direction générale nord-ouest, jusqu'à la ligne interparoissiale entre Saint-Placide et L'Annonciation; de là, la dite ligne interparoissiale vers le nord-est, jusqu'à la ligne nord-est du lot No un (1), puis, la ligne interparoissiale entre Saint-Benoît et L'Annonciation; dans les directions successives; vers le sud-est, le long du lot No un (1) de cette dernière paroisse, vers le nord-est, sur l'arrière-ligne de la côte Saint-Ambroise, vers le sud-est, sur l'alignement nord-est de la montée Saint-Pierre, vers le nord-est, sur la ligne nord-ouest du lot No 304, vers le nord-ouest et le nord-est, sur les lignes respectives sud-ouest et nord-ouest du lot No 303 jusqu'au coin ouest de la paroisse du Patronage de Saint-Joseph; de là, vers le sud-est, le nord-est et de nouveau vers le sud-est, la ligne limitative entre cette dernière paroisse et celle de l'Annonciation, jusqu'à la rive nord-ouest du Lac des Deux-Montagnes, et enfin, cette rive du dit lac, dans une direction générale ouest, jusqu'au point de départ.

Le territoire renfermé dans les limites ci-dessus décrites, occupe une étendue de quatorze mille six cent quarante-cinq (14645) arpents, plus ou moins, en superficie; sera détaché de la municipalité de la paroisse de L'Annonciation et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de la "Municipalité de la partie nord de la paroisse de L'Annonciation" à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour de MAI, en l'année mil

The territory to be erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the north part of the parish of L'Annonciation" in the county of Two-Mountains, is detached from the municipality of the parish of L'Annonciation, and its limits with reference to the official cadastre of said parish, are described as follows, to wit:

Starting from the point where the west line of the lot No. 147 ends in Lake of Two-Mountains, this line northwesterly to Notre-Dame street, thence, northeasterly, the south east side of this street a distance of five arpents and a half ($5\frac{1}{2}$) and thence continuing on the north west side of same street (or Trappists road at that place) to the north east line of an emplacement formerly used by the gate keeper at this place; thence, towards the north west, the said north east line of this emplacement, and the production thereof to the dividing line of the lots Nos. 195 and 196, to about one arpent to the south west of the south east corner of the last mentioned number, thence, westerly, the said dividing line and its production across the Annonciation road, to the site of the old gate which was there situated; thence, westerly and southwesterly, a broken line passing by the gates called "Middle road gate" and "Cove road gate" to the north east bank of Lake of Two Mountains, and this bank in a general northwesterly direction, to the interparochial line between Saint-Placide and L'Annonciation; thence, the said interparochial line northeasterly, to the north east line of lot No. one (1) of this last parish, thence, the interparochial line between Saint-Benoît and L'Annonciation in the successive directions: towards the south east, along the lot No. one (1) of this last parish, towards the north east, along the rear line of Côte Saint-Ambroise, towards the south east, on the north east alignment of Saint Pierre hill road, towards the north east, on the north west line of lot No. 304, towards the north west and north east, on the respective south west and north west lines, of lot No. 303, to the west corner of the parish of Patronage-de-Saint-Joseph; thence, towards the south east, the north east and again towards the south east, the boundary line between this last named parish and that of L'Annonciation, to the north west bank of Lake of Two-Mountains, and finally this bank of said lake, in a general westerly direction, to the starting point.

The territory contained within the above described limits, is of fourteen thousand six hundred and forty five (14654) arpents in superficies more or less; shall be detached from the municipality of the parish of L'Annonciation and shall henceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the north part of the parish of L'Annonciation".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY - EIGHTH day of MAY, in the year of Our Lord,

neuf cent dix-huit de l'ère chrétienne et
de Notre règne la neuvième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2157

C.-J. SIMARD.

La proclamation publiée dans la *Gazette Officielle*
du premier juin 1918, aux pages 1159, 1160 et
1161, Nos 2157-58, est nulle.

one thousand nine hundred and eighteen,
and in the ninth of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

2158

Deputy Provincial Secretary.

The proclamation published in the *Official*
Gazette of the first June, 1918, pages 1159, 1160
and 1161, Nos 2157-58, is null.

Lettres patentes

"La Compagnie Edgar Becman, Incorporée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi
des compagnies de Québec, il a été accordé par le
lieutenant-gouverneur de la province de Québec,
des lettres patentes, en date du vingt-neuvième
jour de juillet 1918, constituant en corporation
M.M. Edgar Becman, directeur artistique ;
George Davis, secrétaire de compagnie ; Paul
Lacoste, avocat et conseil du Roi ; Jos-Emile
Côté, comptable, et Henry Budyk, avocat, de
Montréal, dans les buts suivants :

Construire, ériger, acheter, louer, prendre à
bail ou autrement acquérir des théâtres, salles,
places d'amusements et autres bâtiments et
installations pouvant être employés à cet usage
ou s'y rattachant, régir, entretenir et exploiter
les dits théâtres et autres bâtiments et installa-
tions, exercer l'industrie de propriétaires et de
gérants de théâtres et en particulier pourvoir à la
production d'opéras, grands et comiques, opé-
rettes, ballets, drames, comédies, vaudevilles,
burlesques, nouveautés, pantomimes, pièces à spec-
tacle, féeries, et tous genres de spectacles lyriques,
concerts promenades et autres concerts classiques
et symphoniques, ainsi que toutes autres repré-
sentations théâtrales, musicales ou de vues ani-
mées ;

Entreprendre, organiser, diriger et produire
des bals, banquets, conférences, réunions ou
assemblées publiques ou privés ;

Fournir, engager et employer des artistes,
acteurs, chanteurs, opérateurs, troupes de théâ-
tres et toutes autres personnes en rapport avec
les objets ci-haut mentionnés, et agir comme
agence de placement pour iceux ;

Exercer l'industrie de marchands de vin,
liqueur et tabac, d'hôteliers et restaurateurs, de
fournisseurs licenciés et pourvoyeurs de rafraî-
chissements pour les fins de la compagnie ;

Demander, acheter ou autrement acquérir les
droits d'auteurs, droits de représentation et de
publication, licences, concessions et privilèges
utiles aux fins de la compagnie et les faire valoir,
vendre, arrenter ou autrement céder et en dispo-
ser ;

Employer des personnes à écrire, composer et
inventer des pièces dramatiques, d'opéras et de
spectacle quelconque, chansons, intermèdes, pro-
logues, épilogues, poésies, musique et danse ;

Imprimer et publier des pièces dramatiques et
autres, poèmes, chansons et toutes œuvres litté-
raires ou musicales dont la compagnie aura le
droit d'auteur ou le droit de publication, et
vendre, distribuer et faire le commerce de toutes
matières publiées soit par elle ou par toute autre
personne, tel que la compagnie le jugera à propos ;

Annoncer les productions dramatiques, litté-
raires et autres de la compagnie au moyen d'affi-
ches et autrement, et agir en qualité d'agents de
publicité pour ce qui se rapporte aux objets de la
compagnie ;

Acheter, arrenter ou autrement acquérir, déte-
nir, exploiter et utiliser des immeubles et bâti-
ments et des franchises, droits, privilèges et

Lettres patent

"La Compagnie Edgar Becman, Incorporée".

Public notice is hereby given that, under the
Quebec Companies' Act, letters patent have been
issued by the Lieutenant-Governor of the pro-
vince of Quebec, bearing date the twenty ninth
day of July, 1918, incorporating Edgar Becman,
theatrical director ; George Davis, secretary of
company ; Paul Lacoste, advocate and King's
Counsel ; Jos-Emile Côté, accountant ; and
Henry Budyk, advocate, of Montreal, for the
following purposes :

To construct, erect, buy, rent, take on lease or
otherwise acquire theatres, halls, play houses and
other buildings and installations capable of
being utilized for such purposes or incidental
thereto, to manage, maintain and operate said
theatres and other buildings and installations,
carry on the business of theatre owners' and
managers and in particular to provide for the
representation of operas, grand and comical,
operettas, ballets, dramas, vaudevilles, burlesques
novelty acts, pantomimes, shows, fairy shows and
all kinds of lyric plays, promenade concerts and
other classical and symphonic concerts, together
with all other theatal, musical or moving pictures
shows ;

To undertake, organize, direct and produce
balls, banquets, lectures, public or private
reunions or meetings ;

To supply, hire and employ artists, actors,
singers, operators, troops and other persons in
connection with the aforementioned objects and
to act as a booking agency for such persons ;

To carry on the business of dealers in wine,
liquor and tobacco, hotel and restaurant keepers,
licensed suppliers and victualers for the com-
pany's purposes ;

To apply for, buy or otherwise acquire copy
rights, rights of representation and publication,
licenses, concessions and privileges suitable for
the company's purposes and to turn to account,
sell, lease or otherwise alienate and dispose of
same ;

To employ persons in writing, composing and
inventing dramatic, opera and show works of
every kind, songs, intermedes, prologues, epi-
logues, poems, music and dance ;

To print, publish dramatic works, poems, songs
and any literary or musical works of which the
company may have the copyright or right of
publication, and sell, distribute and deal in any
matter published either by it or by any other
person, as the company may deem fit ;

To advertise the dramatic, literary and other
productions of the company by way of posters
and otherwise, and act as publicity agents for
what relates to the objects of the company ;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold,
exploit and make use of immoveables and build-
ings and the franchises, rights, privileges and

clientèle y appartenant, possédés, détenus et utilisés par toute personne, maison ou corporation ;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou à la veille d'exercer ou entreprendre une industrie ou transaction capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ;

Acheter pour deniers comptants ou autre compensation, y compris des actions acquittées du capital de la compagnie, tous et chacun des biens, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, obligations et débetures, lettres patentes, contrats, immeubles, clientèle et actif et autre propriété de toute personne ou compagnie, ou corporation municipale qu'elle pourrait acquérir en vertu de la présente charte ;

Acheter ou autrement acquérir et détenir, avoir et posséder des stocks, actions et obligations émises par des compagnies ou corporations exerçant ou engagées dans une industrie d'une semblable nature, ou autrement disposer de ces stocks, actions ou obligations ;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, toute propriété de la compagnie, et en particulier toutes actions, débetures ou valeurs d'autres compagnies, appartenant à la présente compagnie, ou dont la présente compagnie pourrait disposer ;

Vendre et céder l'entreprise de la compagnie ou toute partie de son entreprise, pour la compensation que la présente compagnie jugera suffisante, et en particulier pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation ;

Émettre la totalité ou une partie des actions de la compagnie, acquittées et non sujettes à appel, en paiement de toute propriété mobilière ou immobilière, ou autres biens acquis par une compagnie comme rémunération pour services rendus ou à rendre à la compagnie, soit en plaçant des actions ou débetures de la compagnie, ou de toute autre manière ou pour toute autre considération que les directeurs jugeront suffisante dans l'intérêt de la compagnie ;

Promouvoir d'autres compagnies pour des fins censées profitables à la compagnie, sous le nom de "La compagnie Edgar Becman, incorporée", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juillet 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3033-32-2 C.-J. SIMARD.

"Delorimier Hôtel, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30 juillet 1918, constituant en corporation MM. Joseph-Trefflé Trépanier, voyageur de commerce, Victor Lemay, hôtelier, Conrad Caron, commis, Aristide Joncas, comptable, de Montréal, et Napoléon Duquette, gérant, de la cité d'Outremont, dans les buts suivants :

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'aubergiste et de restaurateur conformément aux dispositions de la Loi des licences de Québec, et obtenir à cette fin une licence d'hôtel ou de restaurant ou toute autre licence qui

custom belonging thereto, held, owned and utilized by any person, firm or corporation ;

To amalgamate or enter into arrangements for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint risks, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on or undertake any industry or transaction capable of being conducted in such manner as to directly or indirectly profit this company ;

To purchase for cash or other compensation, including the paid up shares of the capital of the company, all or any of the property, franchises, undertakings, goods, rights, powers, privileges, bonds and debentures, letters patent, contracts, immovables, goodwill and assets and other property of any person or company or municipal corporation that it may acquire under the present charter ;

To purchase or otherwise acquire and hold, have and own stocks, shares and bonds issued by companies or corporations carrying on or engaged in any business of a similar nature, or otherwise dispose of such stocks, shares or bonds ;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities of other companies belonging to the present company, or of which the present company may dispose of ;

To sell and assign the undertaking of the company or any part of its undertaking for the compensation that the present company may deem sufficient and in particular for the shares, debentures or securities of any other company or corporation ;

To issue the whole or a part of the shares of the company, paid up and non assessable, in payment for any moveable or immovable property or other assets acquired by the company, as remuneration for services rendered or to be rendered to the company, either in placing shares or debentures of the company or in any other manner or for any other consideration that the directors may deem sufficient in the interest of the company ;

To promote other companies for purposes considered to be profitable to the company, under the name of "La Compagnie Becman, Incorporée", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of July, 1918.

C.-J. SIMARD,
3034-32-2 Assistant Provincial Secretary.

"Delorimier Hôtel, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of July, 1918, incorporating Messrs. Joseph Trefflé Trépanier, commercial traveller, Victor Lemay, hotelkeeper, Conrad Caron, clerk, Aristide Joncas, accountant, of Montreal, and Napoléon Duquette, manager, of the city of Outremont, for the following purposes :

To generally carry on in all its branches the business of hotel and restaurant keeper, in conformity with the provisions of the Quebec License Act and obtain for such purpose a hotel or restaurant license or any other license that may be

serait jugée avantageuse pour les fins de l'entreprise, et faire le commerce de vins, liqueurs et autres breuvages et de tabac, cigares, cigarettes et autres marchandises ;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger et aliéner les biens meubles et immeubles nécessaires et requis pour atteindre les objets de la compagnie et disposer des dits biens de toute façon ; hypothéquer et affecter les immeubles de la compagnie et donner en gages ou en nantissement les biens meubles de la dite compagnie ;

Acheter, louer, détenir et acquérir toute entreprise d'une nature semblable en tout ou en partie à celle que la compagnie se propose d'exploiter ;

Acquérir et posséder des actions, bons ou débiteures de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie, en tout ou en partie ou en disposer ;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débiteures en paiement total ou partiel du prix d'acquisition de propriétés mobilières ou immobilières, de droits, réclamations, privilèges, licences, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, de même qu'en paiement de services rendus, soit en rapport avec la formation de la compagnie, soit au cours de ses opérations, sous le nom de "Delorimier Hôtel, Limitée", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de juillet 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

3049—32-2

C.-J. SIMARD.

"Le Foyer, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20 juillet 1918, constituant en corporation MM. Henri Gauthier, prêtre de Saint-Sulpice et curé de la paroisse de Saint-Jacques, Montréal, Louis-Edgar Gauthier, industriel, d'Outremont, Mlle Yvonne Maillé, directrice de patronage, Joseph-Auguste Nadeau, industriel et Emile Nadeau, agent, de Montréal, dans les buts suivants :

Etablir et maintenir des maisons de pension et patronages pour recevoir les femmes et jeunes filles qui ne vivent pas au sein de leur famille, et qui gagnent leur vie par le travail, et pour leur fournir, en particulier, la pension et le logement dans des conditions avantageuses au point de vue moral et matériel ;

Organiser pour des fins de récréation et d'instruction des cercles de jeunes filles, et établir et maintenir des bureaux de placement pour les jeunes filles ;

Acquérir ou louer et tenir des maisons pour les fins susdites, établir des succursales en différents endroits et fournir la pension et le logement et autres commodités et avantages ;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger et aliéner les biens meubles et immeubles nécessaires pour atteindre les fins de la compagnie ; disposer de ces biens de toute façon, hypothéquer et grever les immeubles, et donner en gage les meubles ;

Acheter, louer, détenir et acquérir toute entreprise de nature semblable à celle que la compagnie se propose d'établir et maintenir et en acquitter le prix d'acquisition en tout ou en partie au moyen d'actions libérées de la dite compagnie ;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débiteures en paiement total ou partiel du

deemed advantageous for the purposes of the undertaking, and deal in wines, liquors and other beverages and tobacco, cigars, cigarettes and other goods ;

To acquire, receive, own, lease, exchange and alienate the necessary and required moveables and immoveables to attain the objects of the company and dispose of the said property in any manner ; to hypothecate and encumber the immoveables of the company and pledge or give as security the moveable property of the company ;

To purchase, lease, hold and acquire any undertaking of a similar nature in whole or in part to that which the company is about to carry on ;

To acquire and hold the shares, bonds or debentures of any corporations carrying on the same kind of business as this company, in whole or in part, or dispose of same ;

To issue paid up shares, bonds or debentures in whole or part payment for the purchase price of moveable or immovable property, rights, claims, privileges, licenses, concessions or other advantages that the company may legally acquire, and also in payment for services rendered either in connection with the formation of the company or in the course of its operations, under the name of "Delorimier Hotel, Limitée", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of July, 1918.

C.-J. SIMARD.

3050—32-2

Assistant Provincial Secretary.

"Le Foyer, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July, 1918, incorporating Messrs. Henri Gauthier, priest of Saint Sulpice and curé of the parish of Saint James, Montreal, Louis Edgar Gauthier, manufacturer, of Outremont, Miss Yvonne Maillé, directress of house of refuge, Joseph Auguste Nadeau, manufacturer, and Emile Nadeau, agent, of Montreal, for the following purposes :

To establish and maintain boarding houses and houses of refuge for women and young girls not living at their homes, and who earn their livelihood by work, and to provide for them especially board and lodging under advantageous conditions from a moral and material standpoint ;

To organize young girls' clubs for the purposes of recreation and instruction, and establish and maintain employment bureaux for young girls ;

To acquire or lease and hold houses for the aforesaid purposes, establish branches at different places and provide the board and lodging and other conveniences and advantages ;

To acquire, receive, hold, lease, exchange and alienate the moveable and immovable property necessary to attain the purposes of the company ; dispose of such property in any manner, hypothecate and encumber the immoveables and pledge the moveables ;

To purchase, lease, hold and acquire any undertaking of a similar nature to that the company intends to establish and maintain, and pay for the purchase price in whole or in part with paid up shares of the said company ;

To issue paid up shares, bonds or debentures in whole or part payment for the purchase price of

prix d'acquisition de propriétés mobilières ou immobilières, de droits, réclammations ou privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, de même qu'en paiement de services rendus ;

Acquérir, posséder et détenir des actions, bons ou débiteures de toute corporation faisant le même genre d'affaires que ladite compagnie, et en disposer comme bon en semblera à la dite compagnie ;

Emprunter de l'argent, et émettre des obligations pour garantir les montants ainsi empruntés ; souscrire, accepter, endosser et négocier toutes lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables ;

Louer, vendre et autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise et de l'actif de la compagnie, en faveur d'aucune personne, société ou corporation aux prix, conditions et stipulations jugés convenables, et spécialement pour du capital, des obligations ou d'autres valeurs d'aucune autre corporation ;

Se joindre avec toute autre personne, société ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de la compagnie ;

Imprimer et publier des journaux ou revues périodiques, des livres ou pamphlets dans le but de contribuer au progrès moral et intellectuel des femmes et jeunes filles, et dans tout autre but licite ; établir et maintenir des établissements d'imprimerie et de publicité pour les fins susdites et pour toutes autres fins ;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement des objets précités, sous le nom de "Le Foyer, Limitée", avec un fonds social de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de juillet 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2933-31-2 C.-J. SIMARD.

"Cavers Auto Garage & Supply Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22 juillet 1918, constituant en corporation MM. George-Leonard Alexander, avocat, Alexander Burnett, courtier, Henry-James Murphy, courtier, Agnès-Frances Foley, sténographe, de Montréal, et Frederick-Henry Manley, courtier, de Westmount, pour les fins suivantes :

Manufacturer, acheter, vendre, louer et autrement faire le commerce d'automobiles, des accumulateurs, des appareils électriques, ainsi que de tous effets et articles nécessaires, ou se rapportant à l'exploitation, à la réparation ou à la mise en service des véhicules-moteurs ;

Bâtir, aménager, entretenir et exploiter des bâtisses, remises et garages pour y déposer, réparer et garder, aux fins de les louer, les automobiles et les véhicules-moteurs ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer et les payer en numéraire, émettre aussi en paiement de ces acquisitions aucunes actions, parts ou obligations de la présente compagnie, entièrement libérées et non-sujettes à appel ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucunes patentes, concessions et autres privilèges similaires conférant aucun droit à leur usage, ou

moveable or immoveable property, rights, claims or privileges, concessions or other advantages that the company may legally acquire, as likewise in payment for services rendered ;

To acquire, own and hold the shares, bonds or debentures of any corporation carrying on the same kind of business as the said company, and dispose of same as may be deemed fit to the said company ;

To borrow money and issue bonds to guarantee the amounts thus borrowed ; underwrite, accept, endorse and negotiate any bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments ;

To lease, sell and otherwise alienate the whole or any part of the undertaking and assets of the company, in favor of any person, firm or corporation, at the prices and under the conditions and stipulations deemed advisable, and especially for the stock, bonds or other securities of any other corporation ;

To amalgamate with any other person, firm or corporation with objects in whole or in part similar to the objects of the company ;

To print and publish newspapers or periodical reviews, books or pamphlets for the purpose of contributing to the moral and intellectual progress of women and young girls and for any other legitimate purpose ; to establish and maintain printing and publishing establishments for the aforesaid and any other purposes ;

To do all and everything relating or tending to the accomplishment of the aforementioned objects, under the name of "Le Foyer, Limitée", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of July, 1918.

C.-J. SIMARD,
2934-31-2 Assistant Provincial Secretary.

"Cavers Auto Garage & Supply Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd of July, 1918, incorporating Messrs. George Leonard Alexander, advocate, Alexander Burnett, broker, Henry James Murphy, broker, Agnès Frances Foley, stenographer, of Montreal, and Frederick Henry Manley, broker, of Westmount, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell, lease and otherwise deal in automobiles, storage batteries, electrical appliances, and all goods and merchandise necessary or incidental to the operation, repair or equipment of motor vehicles ;

To build, equip, maintain and operate buildings, storage-houses and garages for the storing, repair and keeping for hire therein of automobiles and motor vehicles ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company, carrying on any business which the company is authorized to carry on and to pay for the same in cash, or to issue in payment thereof, as fully paid-up and non-assessable any shares, stocks, or obligations of this company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, concessions and the like conferring any right to use, or any secret or other informa-

aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la corporation ;

Vendre ou aliéner les entreprises de la compagnie ou aucune partie d'icelles pour le prix que la corporation croira avantageux, et particulièrement pour des actions, débetures, ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation ;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'iceux, sous le nom de "Cavers Auto Garage & Supply Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de juillet 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2939-31-2 C.-J. SIMARD.

"Eastern Machinery, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25 juillet 1918, constituant en corporation MM. Georges-Amable Laprise, comptable, de Montmagny, Zéphirin Cloutier, industriel, Alfred Laprise, ing.-mécanicien, Jos.-C. Hébert, notaire, Maurice Rousseau, avocat, de Montmagny, dans les buts suivants :

Etablir des usines, manufactures, fabriques, et exercer l'industrie d'usinières, manufacturiers et fabricants en tous genres et de tous objets ;

Fabriquer des munitions de guerre de tous genres ;

Exploiter des pouvoirs d'eau et en faire produire de l'électricité ou toute force motrice, et les employer pour toutes fins quelconques en se conformant aux statuts et règlements municipaux pour l'établissement et l'exploitation des lignes destinées à transmettre ces pouvoirs, et cela, dans les districts de Kamouraska, Montmagny, Québec, Beauce, Trois-Rivières et Arthabaska ;

Exploiter l'industrie de l'éclairage soit par le gaz ou par tout autre moyen, et fabriquer, vendre et distribuer la chaleur en tous endroits en se conformant aux statuts et règlements municipaux et provinciaux pour l'établissement et l'exploitation des lignes ou des appareils destinés au transport de ces moyens d'éclairage ou de chauffage ;

Exploiter le bois comme industriels, marchands de bois, commerçants, ou de toute autre manière ;

Faire le commerce d'immeubles, exercer le commerce, l'industrie de constructeurs de maison, d'édifices, de constructions quelconques, et agir comme entrepreneurs de travaux, agents d'immeubles et commerçants de matériaux ;

Acquérir, posséder et construire des rues, chemins, ruelles et sentiers, des aqueducs, citernes, drains, égouts et réservoirs ;

Construire des voitures, chars, automobiles, aéroplanes, et exploiter tous modes de transport à l'exception des chemins de fer, et en disposer ;

Acquérir de toute personne, société ou compagnie, totalement ou partiellement, les propriétés, affaires, entreprises qui peuvent être jugées utiles aux fins de la présente compagnie et en accepter les engagements ;

Acquérir tout brevet d'invention, licence, marque de commerce, franchise, privilège, pouvoirs,

as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company ;

To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

The powers in each paragraph shall be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Cavers Auto Garage & Supply Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of July, 1918.

C.-J. SIMARD,
2940-31-2 Assistant Provincial Secretary.

"Eastern Machinery, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth July, 1918, incorporating, Messrs. Georges Amable Laprise, accountant, of Montmagny, Zéphirin Cloutier, industrial, Alfred Laprise, mechanical engineer, Jos. C. Hébert, notary, Maurice Rousseau, advocate, of Montmagny, for the following purposes :

To establish work shops, manufactories, factories and to carry on the business of work shops keepers, manufacturers and makers in all branches thereof.

To manufacture war munitions of all kinds ;

To exploit water powers and generate therefrom electricity or any other motive power and utilize them for any purposes whatever by complying with all statutes and municipal by-laws for the erection and exploitation of lines for the transmission of such power, and that in the districts of Kamouraska, Montmagny, Quebec, Beauce, Three Rivers and Arthabaska ;

To carry on a light business either by gas or any other means and to manufacture, sell and distribute heat in all place by complying with municipal and provincial statute and by-laws for the erection and exploitation of lines and equipment for the transmission of such means of lighting or heating ;

To carry on a wood business either as manufacturers, lumber merchants, traders or in any other manner ;

To deal in real estate, carry on the trade and business of builders of houses, buildings and constructions of every kind and to act as work contractors, real estate agents and dealers in building supplies ;

To acquire, own and construct streets, roads, lanes, and paths, waterworks, cisterns, drains, sewers and reservoirs ;

To build carriages, cars, automobiles, aeroplanes and exploit any mode of transportation excepting railways and to dispose of same ;

To acquire from any person, firm or company, in whole or in part, the property, business, undertakings which may be deemed suitable for the purposes of the present company and to take over the liabilities of same ;

To acquire any patents, licenses, trade marks, franchise, privileges, powers, of any person, firm,

de toute personne, société, compagnie ou corporation ou de tout pouvoir public, les posséder, les exploiter et en disposer ;

Acquérir de toute manière qui sera jugée convenable, de toute corporation ou compagnie s'occupant ou pouvant s'occuper de quelqu'un des objets pour lesquels est formée la présente compagnie, des actions, obligations, débiteures ou autres valeurs, et les détenir ou en disposer de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables ;

Payer totalement ou partiellement tous services rendus et toute acquisition quelconque faite par la compagnie, en actions libérées de la compagnie ;

Vendre, louer l'actif de la compagnie, son entreprise, ses affaires, totalement ou partiellement, aux prix et conditions qui seront jugés convenables, et recevoir en paiement des actions, débiteures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou des intérêts ou des parts dans toute société de personnes ou syndicat de personnes, ou toute autre considération, ou autrement en disposer ;

Conclure avec toute autre autorité, municipale ou locale, ou avec toute personne, société ou compagnie intéressée ou étant sur le point de s'intéresser à l'un des objets pour lesquels la présente compagnie est formée, ou qui peut lui profiter directement ou indirectement, des arrangements concernant le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération des risques communs ou concessions réciproques, ou tout autre objet, et passer avec toute telle autorité municipale ou locale, personne, société ou compagnie, des contrats, ou en répondre avec ou sans garantie, leur avancer des fonds ou autrement leur aider de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables pour tout objet et pour toute fin qui pourront être jugés profitables et dans l'intérêt de la présente compagnie ;

Acquérir, posséder, disposer de quelque manière que ce soit, tous biens meubles et immeubles, droits, biens, franchises, entreprises, propriétés et avantages quelconques pour l'exercice des pouvoirs quelconques conférés à la présente compagnie, et pour lui permettre d'atteindre les objets ci-dessus ;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés dans tout paragraphe ci-dessus ne sera ni limité, ni interprété par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe que ce soit ni par induction ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "Eastern Machinery, Limited", avec un fonds social de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en trois mille (3000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de juillet 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

2941—31-2

C.-J. SIMARD.

company or corporation or any other public authority, own, exploit or dispose of same ;

To acquire in any manner deemed suitable from any corporation or company engaged in or authorized to engage in any of the objects for which the present company is formed, shares, bonds, debentures or other securities, and to hold or dispose thereof in such manner and on such terms as may be thought fit ;

To pay, in whole or in part, for all services rendered or any acquisition whatever made by the company, in paid up shares of the company ;

To sell, lease or otherwise dispose of the assets of the company, its business and undertakings in whole or in part, for such price and on such terms as may be deemed fit, and to receive in payment shares, bonds, debentures or securities of any other company, or interests or shares in any partnership or syndicate, or any other consideration ;

To make, with any other authority, municipal or local, or with any other person, partnership or company engaged in or about to engage in any of the objects for which the present company is formed or which may directly or indirectly benefit the company, arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or any other object, and to enter into contracts with any such authority, municipal or local, person, partnership or company, go security for such contracts with or without warranty, advance monies to or otherwise assist them in such manner and on such terms as may be thought profitable and in the interest of the company ;

To acquire, own, and in any way whatever to dispose of moveable and immovable property, rights, assets, franchises, undertakings, effects and advantages of any kind for the carrying on of the powers granted to the present company and for the attainment of the above purposes.

The interpretation of any powers granted in any paragraphs hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, or reference to or inference from the name of the company, under the name of "Eastern Machinery, Limited", with a capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into three thousand (3000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of July, 1918.

C.-J. SIMARD,

2942—31-2 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"St. Maurice Mines Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 juillet 1918, à la compagnie "St. Maurice Mines Company, Limited", par lesquelles son fonds social est augmenté de la somme de quatre cent mille piastres (\$400,000.00), à celle de sept

"St. Maurice Mines Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first July, 1918, increasing the capital stock of the "St. Maurice Mines Company, Limited" from the sum of four hundred thousand dollars (\$400,000.00) to that of seven hun-

cent cinquante mille piastres (\$750,000.00), en actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de juillet 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3047—32-2

C.-J. SIMARD.

dred and fifty thousand dollars (750,000.00), the new stock to be divided into shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of July, 1918.

C.-J. SIMARD,
3048—32-2 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Lainage de Rimouski".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 juillet 1918 à la compagnie "J.-P. Bellavance, Limitée", par lesquelles son nom est changé par celui de "La Compagnie de Lainage de Rimouski".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de juillet 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2965—31-2

C.-J. SIMARD.

"La Compagnie de Lainage de Rimouski".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth July, 1918, changing the name of the company "J. P. Bellavance, Limitée", to that of "La Compagnie de Lainage de Rimouski".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of July, 1918.

C.-J. SIMARD,
2966—31-2 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

No 1759—Elec.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 31 juillet 1918, de nommer MM. Joseph Gagnon et Ernest Larouche, commissaires d'écoles pour la municipalité de Pointe-à-la-Savane, dans le comté de Lac Saint-Jean.

No 416—Elec.

Nomination de commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du 31 juillet 1918 de nommer M. Ovila Roy, commissaire d'écoles pour la municipalité de Côte-St-Michel, dans le comté de Laval.

3059

No. 1759—Elec.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st July, 1918, to appoint Messrs Joseph Gagnon and Ernest Larouche, school commissioners for the municipality of Pointe-à-la-Savane, in the county of Lake St. John.

No. 416—Elec.

Appointment of school commissioners

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council dated the 31st July, 1918, to appoint Mr. Ovila Roy, school commissioner for the municipality of Côte-St-Michel, in the county of Laval.

3060

1385-18.

Avis est par le présent donné qu'il y aura assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'instruction publique pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'école normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt et unième jour d'août courant (1918), à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au dixième jour d'août courant, à M. J.-N. Miller, secrétaire du comité catholique du conseil de l'instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements scolaires.

Le secrétaire,

3061—32-2

J.-N. MILLER.

1385-18.

Notice is hereby given that a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the Council of Public Instruction for the examination of candidates desiring to qualify as school inspectors shall be held at the Laval Normal School, at Quebec, on Wednesday, the twenty first day of August instant, 1918, at nine o'clock in the forenoon. Intending candidates shall send to Mr. J.-N. Miller, secretary of the catholic committee of the Council of Public Instruction, between this date and the tenth day of August instant, his application, the sum of six dollars, together with all documents required by the by-laws of the council of public instruction.

J.-N. MILLER,

3062—32-2

Secretary.

2618-16.

Québec, 30 juillet 1918.

Attendu que les syndicats des écoles dissidentes de la municipalité de Montebello, dans le comté de Labelle, ont laissé passer une année sans avoir d'écoles dans leur dite municipalité, qu'ils ne mettent pas la loi scolaire à exécution, et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, conformément à la loi, en conséquence, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai au lieutenant-gouverneur en Conseil, que la corporation des syndicats desdites écoles dissidentes pour ladite municipalité soit déclarée dissoute dans le délai indiqué par la loi, S. R. Q., 1909, art. 2627.

Le surintendant,

2969—31-3

CYRILLE-F. DELAGE.

2618-16.

Quebec, 30th July, 1918.

Whereas, the trustees of the dissentient schools of the municipality of Montebello, in the county of Labelle, have been a year without schools in their municipality, they are taking no steps toward obtaining and maintaining schools, in accordance with the law, therefore, I hereby give notice that after three consecutive insertions of this notice in the *Quebec Official Gazette*, I shall recommend to the Lieutenant-Governor in Council that the corporation of trustees of said dissentient schools for the aforesaid municipality be declared abolished within the delays prescribed by law Q. R. S., 1909, art. 2627.

CYRILLE DELAGE,

2970—31-3

Superintendent.

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à :

Hull, 2 juillet 1918 ;

Matane, 30 juillet 1918 ;

Chicoutimi, 13 août 1918 ;

Québec, 2 septembre 1918.

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et désigner l'endroit où ils désirent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

Le sous-ministre des terres et forêts.

ELZ.-MIVILLE DECHENE

Québec, 11 mai 1918.

1835—19-18

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at :

Hull, 2nd July, 1918 ;

Matane, 30th July, 1918 ;

Chicoutimi, 13th August, 1918 ;

Quebec, 2nd September, 1918.

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this Department and mention the place where they intend presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ.-MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister of Lands and Forests.

Quebec, 11th May, 1918.

1836—19-18

Département du trésor

Treasury Department

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS DE SOCIÉTÉ CHARITABLE.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE TO A CHARITABLE ASSOCIATION

Avis est par le présent donné que la "Patriotic Workers of Magog" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable à l'effet de pourvoir à l'assistance et au bien-être des soldats, et autres objets semblables, le tout au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil datée du cinquième jour de juin 1918.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce treizième jour de juillet 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

EDW.-E. DUCKWORTH.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec.

2937—31-2

Notice is hereby given that the "Patriotic Workers of Magog" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes to provide assistance and comfort and the like for soldiers, by means of voluntary contributions, gifts or donations from its members or from the public as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council dated of the fifth day of June, 1918.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirteenth day of July, 1918.

EDW.-E. DUCKWORTH,

Superintendent of insurance.

For the treasurer of the Province of Quebec.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec.

2938—31-2

Avis est par le présent donné que "The Capital Trust Corporation, Limited", d'Ottawa, Ont., a été enregistrée pour transiger dans cette province les affaires d'une compagnie de fidéicommiss, du premier juillet 1918 au trente juin 1919.

Les nom et adresse de l'agent principal pour la province sont : E.-Fabre Surveyor, 145 rue Saint-Jacques, à Montréal.

Donné en conformité de la loi 3 George V, chap. 44, ce trente juillet 1918.

L'assistant-trésorier de la province,

ALEXANDER HYDE.

Ministère du trésor, Québec.

2979—31-2

Notice is hereby given that The Capital Trust Corporation, Limited, of Ottawa, Ont., has been registered to transact in this Province the business of a trust company, from the first day of July, 1918 to the thirtieth day of June, 1919.

The name and address of the chief agent for the Province is E.-Fabre Surveyor, 145 Saint James street, Montreal.

Given pursuant to the act 3 George V, chapter 44, this thirtieth day of July, 1918.

ALEXANDER HYDE,

Assistant Provincial Treasurer.

Treasury Department, Quebec.

2980—31-2

Avis est par le présent donné que la "The Canada Trust Company," de London, Ont., a été enregistrée pour transiger dans cette province les affaires d'une compagnie de fidéicommiss, du premier juillet 1918 au trente juin 1919.

Les nom et adresse de l'agent principal pour la province sont : Thomas Jones, 211 Immeuble "McGill", à Montréal.

Donné en conformité de la loi 3 George V, chapitre 44, ce trente juillet 1918.

L'assistant-trésorier de la province,

ALEXANDER HYDE.

Ministère du trésor, Québec.

2981—31-2

Notice is hereby given that The Canada Trust Company, of London, Ont., has been registered to transact in this Province the business of a trust company, from the first day of July, 1918 to the thirtieth day of June, 1919.

The name and address of the chief agent for the province is Thomas Jones, 211 McGill building, Montreal.

Given pursuant to the Act 3 George V, chapter 44, this thirtieth day of July, 1918.

ALEXANDER HYDE,

Assistant Provincial Treasurer.

Treasury Department, Quebec.

2982—31-2

Avis est par le présent donné que "The Eastern Trust Company", de Halifax, Nouvelle-Ecosse, a été enregistrée pour transiger dans cette province les affaires d'une compagnie de fidéicommiss, du premier juillet 1918 au trente juin 1919.

Les nom et adresse de l'agent principal pour la province sont : H.-C. Flood, 189 rue Saint-Jacques, à Montréal.

Donné en conformité de la loi 3 George V, chapitre 44, ce trente juillet 1918.

L'assistant-trésorier de la province,
ALEXANDER HYDE.
Ministère du trésor, Québec. 2983—31-2

Notice is hereby given that The Eastern Trust Company, of Halifax, Nova Scotia, has been registered to transact in this Province the business of a trust company, from the first day of July, 1918 to the thirtieth day of June, 1919.

The name and address of the chief agent for the province, are H.-C. Flood, 189 Saint James street, Montreal.

Given pursuant to the Act 3 Georges V, chapter 44, this thirtieth day of July, 1918.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 2984—31-2

Avis est par le présent donné que "The Morgan Trust Company", de Montréal, a été enregistrée pour transiger dans cette province les affaires d'une compagnie de fidéicommiss, du premier juillet 1918 au trente juin 1919.

Donné en conformité de la loi 3 George V, chapitre 44, ce trente juillet 1918.

L'assistant-trésorier de la province,
ALEXANDER HYDE.
Ministère du trésor, Québec. 2985—31-2

Notice is hereby given that The Morgan Trust Company, of Montreal, has been registered to transact in this Province the business of a trust company, from the first day of July, 1918 to the thirtieth day of June, 1919.

Given pursuant to the Act 3 George V, chapter 44, this thirtieth day of July, 1918.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 2986—31-2

Avis est par le présent donné que "The Prudential Trust Company, Limited", de Montréal, a été enregistrée pour transiger dans cette province les affaires d'une compagnie de fidéicommiss, du premier jour de juillet 1918 au trentième jour de juin 1919.

Donné en conformité de la loi 3 George V, chapitre 44, ce trentième jour de juillet 1918.

L'assistant-trésorier de la province,
ALEXANDER HYDE.
Ministère du trésor, Québec. 2987—31-2

Notice is hereby given that "The Prudential Trust Company, Limited" of Montreal, has been registered to transact in this Province the business of a trust company, from the first day of July, 1918 to the thirtieth day of June, 1919.

Given pursuant to the Act, 3 George V, chapter 44, this thirtieth day of July, 1918.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 2988—31-2

Avis est par le présent donné que "The Quebec Savings and Trust Company", de Montréal, a été enregistrée pour transiger dans cette province les affaires d'une compagnie de fidéicommiss, du premier jour de juillet 1918 au trentième jour de juin 1919.

Donné en conformité de la loi 3 George V, chapitre 44, ce trentième jour de juillet 1918.

L'assistant-trésorier de la province,
ALEXANDER HYDE.
Ministère du trésor, Québec. 2989—31-2

Notice is hereby given that "The Quebec Savings and Trust Company", of Montreal, has been registered to transact in this Province the business of a trust company, from the first day of July, 1918 to the thirtieth day of June, 1919.

Given pursuant to the Act 3 George V, chapter 44, this thirtieth day of July, 1918.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 2990—31-2

Avis est par le présent donné que la "Montreal Trust Company", de Montréal, P. Q., a été enregistrée pour transiger dans cette province les affaires d'une compagnie de fidéicommiss, du premier juillet 1918 au trente juin 1919.

Donné en conformité de la loi 3 George V, chapitre 44, ce trentième jour de juillet 1918.

L'assistant-trésorier de la province,
ALEXANDER HYDE.
Ministère du trésor, Québec. 3021—31-2

Notice is hereby given that the Montreal Trust Company, of Montreal, P.Q., has been registered to transact in this province the business of a trust company, from the first day of July, 1918 to the thirtieth day of June, 1919.

Given pursuant to the Act 3 George V, chapter 44, this thirtieth day of July, 1918.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 3022—31-2

Avis est par le présent donné que la "Canadian Trust Company", de Montréal, P.Q., a été enregistrée pour transiger dans cette province les affaires d'une compagnie de fidéicommiss, du premier juillet 1918 au trente juin 1919.

Donné en conformité de la loi 3 George V, chapitre 44, ce trente et unième jour de juillet 1918.

L'assistant-trésorier de la province,
ALEXANDER HYDE.
Ministère du trésor, Québec. 3023—31-2

Notice is hereby given that the Canadian Trust Company, of Montreal, P.Q., has been registered to transact in its province the business of a trust company, from the first day of July, 1918, to the thirtieth day of June, 1919.

Given pursuant to the Act 3 George V, chapter 44, this thirty first day of July, 1918.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 3024—31-2

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal. No 689. Cour supérieure. Dame Corine Morin, des cité et district de Montréal, épouse de Japhet Bourdon, menuisier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Japhet Bourdon, menuisier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quinzième jour de juillet 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
BEAUREGARD & LABELLE.
Montréal, 3 août 1918. 3031—32-5

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 6009. Adèle Ouellet, de la paroisse de Sacré-Cœur, épouse de Joseph-L. Pineault, du même lieu, demanderesse; et ledit Joseph-L. Pineault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

Les procureurs de la demanderesse,
GAGNON, SASSEVILLE & GAGNON.
Rimouski, 29 juillet 1918. 3035

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 721. Dame Marie Dessaints, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Joseph Thibault, de Sherbrooke susdit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph Thibault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Le procureur de la demanderesse,
EMILE RIOU.
Sherbrooke, 27 juillet 1918. 3015—31-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4502. Dame Marie-Malvina Côté, des cité et district de Montréal, épouse de Jean-Baptiste Bisson, contracteur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Jean-Baptiste Bisson, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 26e jour de juillet 1918.

L'avocat de la demanderesse,
J.-W. JALBERT.
Montréal, le 29 juillet 1918. 2951—31-5

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 6004. Marie-Alphonsine Hallé, de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski, épouse de Joseph Brisson, ci-devant cultivateur, de la paroisse de Saint-Anaclet, district de Rimouski, maintenant de lieux inconnus, dûment autorisée, demanderesse; vs ledit Joseph Brisson, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 25 juillet 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
GAGNON, SASSEVILLE & GAGNON.
Rimouski, 25 juillet 1918. 2919—30-5

Canada, province de Québec, district de Québec. No 2602. Dans la Cour supérieure. Dame Marie-Louise-Amanda Desrochers, de Makamik, dans le comté de Pontiac, épouse commune en biens de Joseph-Ulric Dumont, négociant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph-Ulric Dumont, défendeur.

Une action en séparation de biens a été insti-

Province of Quebec, district of Montreal. No. 689. Superior Court. Dame Corine Morin, of the city and district of Montreal, wife of Japhet Bourdon, joiner, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Japhet Bourdon, joiner, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the fifteenth day of July, 1918.

BEAUREGARD & LABELLE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 3rd August, 1918. 3032—32-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 6009. Adèle Ouellet, of the parish of Sacré-Cœur, wife of Joseph-L. Pineault, of the same place, plaintiff; and the said Joseph-L. Pineault, defendant.

An action for separation as to property was issued, this date.

GAGNON, SASSEVILLE & GAGNON,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 29th July, 1918. 3036

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 721. Dame Marie Dessaints, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, wife common as to property of Joseph Thibault, of the same place, laborer, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Thibault, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day.

EMILE RIOU,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 27th July, 1918. 3016—31-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4502. Dame Malvina Côté, of the city and district of Montreal, wife of Jean Baptiste Bisson, contractor, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Jean-Baptiste Bisson, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 26th day of July, 1918.

J.-W. JALBERT,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 29th July, 1918. 2952—31-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 6004. Marie-Alphonsine Hallé, of the town of Saint-Germain-de-Rimouski, wife of Joseph Brisson, formerly farmer, of the parish of Saint Anaclet, district of Rimouski, now of unknown place, duly authorized, plaintiff; vs the said Joseph Brisson, defendant.

An action for separation as to property has been issued in this cause, this 25th day of July, 1918.

GAGNON, SASSEVILLE & GAGNON,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 25th July, 1918. 2920—30-5

Canada, Province of Quebec, district of Quebec. No. 2602. In the Superior Court. Dame Marie-Louise-Amanda Desrochers, of Makamik, in the county of Pontiac, wife common as to property of Joseph-Ulric Dumont, trader, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph-Ulric Dumont, defendant.

An action for separation as to property has

tuée en cette cause le quinzième jour de juillet 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
PHANEUF & POIRIER.
Québec, 20 juillet 1918. 2841—30-5

been instituted in this cause on the fifteenth day of July, 1918.

PHANEUF & POIRIER,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 20th July, 1918. 2842—30-5

Canada, province de Québec, district de Saint-François, dans la Cour supérieure, No 673. Dame Adélaïde Lambert de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse de Ludger Boisvert, du même lieu, menuisier, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Ludger Boisvert, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2ième jour de juillet, 1918.

Le procureur de la demanderesse,
C.-C. CABANA.
Sherbrooke, 4 juillet 1918. 2671—28-5

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, in the superior Court, No. 673. Dame Adélaïde Lambert, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife of Ludger Boisvert, of the same place, joiner, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Ludger Boisvert, defendant.

An action in separation as to property was instituted in this cause on the 2nd day of July, 1918.

C.-C. CABANA,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 4th July, 1918. 2672—28-5

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour supérieure, No 2174. Dame Emelda Lemieux, de la cité de Québec épouse de Joseph-Télesphore Laferrière, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit, Joseph-Télesphore-Laferrière, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatrième jour de juillet mil neuf cent dix-huit.

Les procureurs de la demanderesse,
DORION & GOSSELIN.
Vraie copie.

Dorion & Gosselin,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, ce 5 juillet 1918. 2673—28-5

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 2174. Dame Emelda Lemieux, of the city of Quebec, wife of Joseph-Télesphore Laferrière, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph-Telephore Laferrière, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the fourth day of July, one thousand nine hundred and eighteen.

DORION & GOSSELIN,
Attorneys for plaintiff.
A true copy,

Dorion & Gosselin,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 5th July, 1918. 2674—28-5

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 166. Dame Téberlia Duval, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Duval, de la paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit J.-B. Duval, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 2 juillet 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
PERRAULT & PERRAULT.
Arthabaska, 8 juillet, 1918. 2719—28-5

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 166. Dame Teberlia Duval, wife common as to property of Jean-Baptiste Duval, of the parish of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said J.-B. Duval, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 2nd day of July, 1918.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 8th July, 1918. 2720—28-5

Avis divers

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DU DISTRICT DE MONTREAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Edouard Biron, l'un des secrétaires de la chambre des notaires, que, par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour du mois de juillet dernier (1918), M. Joseph-Henri Marin, notaire, résidant à Montréal, dans le district de Montréal, a été destitué pour arrérages de contribution à la chambre des notaires, telle destitution devant rester en force et vigueur jusqu'à ce que ledit Joseph-Henri Marin se soit conformé à la loi, et ait payé, outre ses arrérages de contribution, tous frais encourus pour sa suspension, ainsi que tous frais subséquents, soit pour publication de la présente ordonnance, soit pour le relever des effets de la dite ordonnance. Cette suspension prendra effet à compter du dix-septième jour du mois d'août courant 1918.

En foi de quoi, j'ai signé le présent, à Montréal,

Miscellaneous Notices

BOARD OF NOTARIES.

SECRETARIAT OF THE DISTRICT OF MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Edouard Biron, one of the secretaries of the Board of notaries, that by virtue of an order of said board, dated the thirteenth day of the month of July last (1918), Mr. Joseph Henri Marin, notary, residing at Montreal, in the district of Montreal, has been removed for being in arrear in the payment of his subscription to the board of notaries, such removal to remain in force until the said Joseph-Henri Marin complies with the law, and pays, in addition to his arrears of subscription, all costs incurred in suspending him, together with all subsequent costs, either for the publication of the present order or the relieving him from the effects of the said order. This suspension to take effect from, on and after the seventeenth day of August, 1918.

In testimony whereof, I have signed these pre-

ce cinquième jour du mois d'août mil neuf cent dix-huit.

3039-32-2 Le secrétaire,
EDOUARD BIRON.

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DU DISTRICT DE
MONTREAL.

Montréal, 5 août 1918.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Edouard Biron, l'un des secrétaires de la chambre des notaires, que, par ordonnance de ladite chambre, en date du treizième jour du mois de juillet dernier (1918), M. Joseph-Stanislas Lamarche, notaire, résidant à Montréal, dans le district de Montréal, a été suspendu pour avoir refusé de laisser faire l'inspection de son greffe et de ses répertoire et index, et ce, après que des avis réguliers lui eussent été signifiés; cette suspension devant rester en force et vigueur jusqu'à ce que ledit Joseph-Stanislas Lamarche se soit conformé à la loi, et ait payé les frais encourus pour sa suspension, ainsi que tous frais subséquents, soit pour publication de la présente ordonnance, soit pour inspection de son greffe, soit pour le relever des effets de la présente ordonnance. Cette suspension prendra effet à compter du dix-septième jour du mois d'août courant (1918).

En foi de quoi, j'ai signé le présent, à Montréal, ce cinquième jour du mois d'août mil neuf cent dix-huit.

3041-32-2 Le secrétaire,
EDOUARD BIRON.

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT DU DISTRICT DE
MONTREAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Edouard Biron, l'un des secrétaires de la chambre des notaires, que, par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour du mois de juillet dernier 1918, J.-A. Ogden, notaire, résidant à Saint-Césaire, dans le district de Saint-Hyacinthe, a été destitué pour arrérages de contribution à la Chambre des notaires, telle destitution devant rester en force et vigueur jusqu'à ce que le dit J.-A. Ogden se soit conformé à la loi, et ait payé, outre ses arrérages de contribution, tous frais encourus pour sa suspension, ainsi que tous frais subséquents, soit pour publication de la présente ordonnance, soit pour le relever des effets de la dite ordonnance. Cette suspension prendra effet à compter du dix-septième jour du mois d'août courant 1918.

En foi de quoi, j'ai signé le présent, à Montréal, ce cinquième jour du mois d'août mil neuf cent dix-huit.

3055-32-2 Le secrétaire,
EDOUARD BIRON.

COMPAGNIE DES TRAMWAYS DE
MONTREAL.

Avis est par le présent donné que l'assemblée annuelle des actionnaires de la Compagnie des Tramways de Montréal aura lieu aux bureaux de la compagnie, "Street Railway Chambers", 78 rue Craig-ouest, à midi, jeudi, le 29 août 1918.

sents, at Montreal, this fifth day of the month of August, one thousand nine hundred and eighteen.

3040-32-2 EDOUARD BIRON,
Secretary.

BOARD OF NOTARIES.

SECRETARIAT OF THE DISTRICT OF
MONTREAL.

Montreal, 5th August, 1918.

Public notice is hereby given by the undersigned, Edouard Biron, one of the secretaries of the Board of notaries, that by order of said board, dated the thirteenth day of the month of July, 1918, Mr. Joseph-Stanislas Lamarche, notary, residing at Montreal, in the district of Montreal, has been suspended for having refused to have his set of records, repertory and index inspected, and that, after due notices had been given him; this suspension shall remain in force until the said Joseph-Stanislas Lamarche complies with the law, pays all costs incurred for his suspension, together with all subsequent costs, either for the publication of said order or the inspection of his set of records or to relieve him from the effects of the present order. Such suspension to take effect from, on and after the seventeenth day of the month of August instant (1918).

In testimony whereof, I have signed these presents, at Montreal, this fifth day of the month of August, one thousand nine hundred and eighteen.

3042-32-2 EDOUARD BIRON,
Secretary.

BOARD OF NOTARIES

SECRETARIAT OF THE DISTRICT OF
MONTREAL

Public notice is hereby given by the undersigned, Edouard Biron, one of the secretaries of the Board of Notaries, that, by order of said Board, dated the thirteenth day of the month of July last, 1918, J.-A. Ogden, notary, residing at Saint Césaire, in the district of Saint Hyacinthe, has been removed for being in arrear in the payment of his subscriptions to the board of notaries, such removal to remain in force until the said J.-A. Ogden complies with the law and pays, in addition to his arrears of subscriptions, all costs incurred for his suspension, together with all subsequent costs, either for the publication of the present order or to relieve him from the effects of said order. This suspension shall take effect on, from and after the seventeenth day of the month of August instant, 1918.

In testimony whereof, I have signed these presents, at Montreal, this fifth day of the month of August, one thousand nine hundred and eighteen.

3056-32-2 EDOUARD BIRON,
Secretary.

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY.

Notice is hereby given that the annual meeting of the shareholders of the Montreal Tramways Company, will be held at the company's offices of the Montreal Tramways street Railway Chambers, 78, Craig street west, at twelve o'clock

Les livres de transfert d'actions seront fermés du 9 août au 28, ces deux jours inclus.

Par ordre du bureau de direction,
Le secrétaire-trésorier,

PATRICK DUBÉE.
Montréal, 25 juillet 1918. 2923—30-5

noon, on Thursday, the 29th day of August, 1918. The transfer books will be closed from the 9th day of August to the 28th day of August, both days inclusive.

By order of the board.

PATRICK DUBÉE,
Secretary-treasurer.
Montreal, 25th July, 1918. 2924—30-5

Faillite—avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. *In re: T. Ste. Marie & Fils, insolubles, Montréal.*

Avis est donné par la présente que, le 2ième jour d'août 1918, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers dudit insolvable sont requis de filer leurs réclamations à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis, s'ils ne l'ont déjà fait.

Le curateur,
VINCENT LAMARRE.
Bureau : 820 édifice "Power".
Montréal, 2 août 1918. 3037

Notice of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re: T. Ste. Marie & Fils, insolvents, Montreal.*

Notice is hereby given that, on the 2nd day of August, 1918, the undersigned has been appointed by an ordonnance of this court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claims at my office, 83 Craig street West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.
Office : 820 "Power" bldg.
Montreal, 2nd August, 1918. 3038

Liquidation

En vertu de la loi des liquidations et ses amendements.

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 4894. Dans l'affaire de la compagnie d'assurance contre l'incendie de Rimouski, en liquidation ; et Théodore Meunier, liquidateur.

Avis est par les présentes donné que le liquidateur soussigné a préparé la liste requise par la section 180 de la loi des liquidations, et qu'une copie dûment certifiée de la dite liste a été produite le 3 août 1918, au bureau du surintendant des assurances, à Ottawa, en obéissance à la section 182 de la dite loi des liquidations, et toutes personnes intéressées sont priées d'agir en conséquence.

Daté à Rimouski, ce cinquième jour d'août 1918.

3057 Le liquidateur,
THEO. MEUNIER.

En vertu de l'acte des liquidations.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. No. 153. *In re: Cooper's, Limited, corps légalement constitué, ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, en liquidation ; et Edmond Garneau, de la cité de Westmount, dit district, et Nicholas Swan, des cité et district de Montréal, tous deux comptables, en leur qualité de liquidateurs conjoints à la compagnie ci-dessus décrite.*

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé chez Edmond Garneau, l'un des liquidateurs désignés ci-dessus, à son bureau numéro 11 rue Saint-Sacrement, en la cité de Montréal, un certain acte de vente fait devant Mre Edouard Cholette, notaire, le dix-neuvième jour de juillet 1918, sous le numéro 18,150 du répertoire du dit notaire, par Cooper's, Limited, en liquidation, la

Under the winding up act and its amendments.

Canada, province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 4894. In the matter of The Rimouski Fire Insurance Company, in liquidation ; and Théodore Meunier, liquidator.

Notice is hereby given that the undersigned liquidator has prepared the statement required by section 180 of the winding up act, and that a duly certified copy of such statement has been filed on the third day of August, 1918, in the office of the superintendent of insurance, at Ottawa, in compliance with section 182 of the winding up act, and all interested parties are requested to govern themselves accordingly.

Dated at Rimouski, P. Q., this fifth day of August, 1918.

3058 THEO. MEUNIER,
Liquidator.

Under the Winding Up Act.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 153. *In re: Cooper's, Limited, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, in liquidation ; and Edmond Garneau, of the city of Westmount, district of Montreal, and Nicholas Swan, of the city and district of Montreal, both accountants, in their quality of joint liquidators to the company above described.*

Notice is hereby given that there has been deposited with Edmond Garneau, one of the liquidators above described, at his office No. 11 Saint-Sacrement street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before Mre Edouard Cholette, notary, on the nineteenth day of July, 1918, under the number 18,150 of the répertoire of the said notary, from Cooper's, Limited, in

compagnie ci-haut décrite, à la Standard Life Assurance Company, une corporation ayant son siège social à Edimbourg, en Écosse, et ayant une place d'affaires en la cité de Montréal, en vertu duquel acte la propriété ci-après décrite a été vendue, savoir :

La partie sud-est d'un certain lot de terre situé dans le quartier ouest, en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier ouest, sous le numéro cent cinquante et un (partie S.-E. 151), contenant, la dite partie du dit lot, quarante-cinq pieds six pouces de largeur en front sur la rue Notre-Dame-Ouest, quarante-six pieds six pouces de largeur en arrière par quatre-vingt-quatre pieds neuf pouces de profondeur dans la ligne sud-ouest, et quatre-vingt-trois pieds de profondeur dans la ligne nord-est, avec une superficie de trois mille huit cent trente pieds, mesure anglaise et plus ou moins ; bornée en front par la rue Notre-Dame-Ouest, en arrière par partie par une autre partie du dit lot cent cinquante et un, appartenant aux représentants de James-Duncan Gibb, et pour l'autre partie par une partie du dit lot officiel et étant un passage en commun ci-après décrit, d'un côté dans la ligne sud-ouest par le lot officiel numéro cent cinquante-deux, appartenant aux représentants de Thomas-P. Barron, et de l'autre côté dans la ligne nord-est par le lot officiel numéro cent cinquante, appartenant aux représentants de John-A. Tiffin, et partie par le lot officiel numéro cent quarante-neuf, appartenant à la banque de l'Amérique Britannique du Nord—avec deux bâtisses en brique à quatre étages avec façade en pierre de taille dessus érigées, desquelles bâtisses les murs aussi bien que les murs des immeubles situés à l'arrière et appartenant au dit Gibb ou ses représentants sont des murs mitoyens.

Avec droit d'entrée et de sortie en tout temps en commun avec d'autres personnes ayant des droits dans le dit passage à l'arrière, pour communiquer entre la propriété ci-dessus décrite et la rue Saint-Jacques, lequel passage a une largeur de huit pieds trois pouces et est borné du côté nord-ouest par la rue Saint-Jacques, du côté sud-ouest par la propriété ci-dessus décrite, du côté nord-est par le lot officiel numéro cent quarante-neuf, et du côté sud-ouest par la dite partie du dit lot cent cinquante et un, appartenant aux représentants de James-Duncan Gibb, le tout tel qu'il appert au plan préparé par Joseph Rielle, arpenteur provincial, en date du 21 mars 1878, et dont copie est annexée à un acte de vente de Rodolphe Forget à Joseph-William Cooper, fait devant Mre J.-A. Cameron, notaire, le 14 février 1910.

Et de plus, avis est par le présent donné que le certificat du registraire sur la dite propriété immobilière a aussi été déposé chez le dit Edmond Garneau, à son dit bureau.

La dite propriété immobilière ci-haut décrite a été détenue et possédée, depuis le 2 mai 1910, par la dite Cooper's, Limited.

Le dit acte de vente et le dit certificat du registraire ont été ainsi déposés conformément aux dispositions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909, et le présent avis est publié en vertu des dits articles et afin de donner à la vente l'effet du décret.

liquidation, the company above described, to the Standard Life Assurance Company, a corporation having its head office at Edimburgh, in Scotland, and having a place of business in the city of Montreal, in virtue of which deed of sale the property hereinafter described was sold, to wit :

The south east portion of that certain lot of land in the west ward of the said city of Montreal, known on the official plan and book of reference of the said west ward as number one hundred and fifty-one (S. E. pt. 151), containing, said portion, forty five feet six inches in width in front on Notre-Dame street West, forty six feet six inches in width in rear by eighty four feet nine inches in depth in the south west line, and eighty three feet in depth in the north east line, and a superficies of three thousand eight hundred and thirty feet, English measure and more or less; and bounded, said portion hereby sold, in front by Notre-Dame street West, in rear partly by another portion of said lot one hundred and fifty-one, belonging to the representatives of James-Duncan Gibb, and partly by another portion of the said official lot being the passage in common hereinafter mentioned, on one side to the south-west by official lot one hundred and fifty-two, belonging to the representatives of Thomas-P. Barron, and on the other side to the north east, partly by official lot one hundred and fifty, belonging to the representatives of John-A. Tiffin, and partly by official lot one hundred and forty-nine, belonging to the Bank of British North America—with the four storey brick buildings with cut stone front thereon erected whereof the walls as well as the walls of the premises in rear belonging to the said Gibb or representatives are *mitoyens*.

Together with the right of ingress and egress at all times in common with others having rights therein through the said passage in rear to communicate between the above described property and Saint James street, which said passage contains a width of eight feet three inches and is bounded to the north west by Saint James street, which said passage contains a width of eight feet three inches and is bounded to the north west by Saint James street, to the south east by the property above described, to the north east by official lot one hundred and forty nine and to the south west by the said portion of said lot one hundred and fifty one, belonging to the representatives of James Duncan Gibb, the whole as shown on a plan prepared by Joseph Rielle, P.L.S., dated the twenty first day of March, eighteen hundred and seventy eight, a copy whereof is annexed to the deed of sale from Rodolphe Forget to Joseph-William Cooper, before J.-A. Cameron, notary, on the fourteenth day of February, nineteen hundred and ten.

And notice is further given that the registrar's certificate of search against the said immovable property has also been deposited with the said Edmond Garneau, at his said office.

The above described immovable property was owned and possessed by the said Cooper's, Limited, from the 2nd of May, 1910.

The said deed of sale from Cooper's, Limited, in liquidation, and the registrar's certificate of search hereinabove mentioned have been so deposited in pursuance of the provisions of sections 7552 and following of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and the present notice is given pursuant to the provisions of said sections, so as to give to the said deed of sale the effect of a sheriff's sale.

Fait en la cité de Montréal, ce 24e jour de
juillet mil neuf cent dix-huit.

Les liquidateurs conjoints,

EDMOND GARNEAU.
NICHOLAS SWAN.

2893—30-5

Dated at the city of Montreal, this 24th day of
July, one thousand nine hundred and eighteen.

EDMOND GARNEAU,
NICHOLAS SWAN,

2894—30-5

Joint liquidators.

Minutes de notaire—transfert de

Québec, 6 août 1918.

Avis est par le présent donné, conformément
aux dispositions du Code du notariat, qu'une
requête a été transmise à M. le lieutenant-gouver-
neur en Conseil par M. Yves Montreuil, notaire
public, pratiquant en la cité de Québec et demeur-
ant en la paroisse de Giffard, comté et district de
Québec, par laquelle il demande le transfert, en sa
faveur, des minutes, répertoire et index de feu
Alexandre Gauvreau, en son vivant, notaire
public, de la dite cité de Québec. 3051—32-5

Québec, 9 juillet 1918.

Avis est par le présent donné, conformément
aux dispositions du code du notariat, qu'une
requête a été transmise à Son Honneur le lieute-
nant-gouverneur en Conseil, par M. Jules Côté,
notaire, de Cowansville, comté de Missisquoi,
par laquelle il demande le transfert, en sa faveur,
des minutes, répertoire et index de feu O. Hart,
en son vivant notaire, pratiquant à Cowansville,
de L.-Auguste Marchessault, notaire, aussi de
Cowansville, qui a cessé de pratiquer sa profession
pour cause d'enrôlement et service militaire,
ainsi que de toute cette partie du greffe de P.-C.
Du Boyce, notaire, de la ville de Richmond,
pendant que ce dernier a pratiqué sa profession
à Cowansville, Dunham et ses environs.

2731—28-5

Notarial minutes transferred

Quebec, 6th August, 1918.

Notice is hereby given, pursuant to the provi-
sions of the Notarial Code, that application is
made to the Lieutenant Governor in council by
Mr Yves Montreuil, notary public, practising at
the city of Quebec and residing in the parish of
Giffard, county and district of Quebec, by which
he asks for the transfer, in his favor, of the min-
utes, repertory and index of the late Alexandre
Gauvreau, in his lifetime, notary public, of the
said city of Quebec. 3052—32-5

Quebec, 9th July, 1918.

Notice is hereby given pursuant to the provi-
sions of the notarial code, that application is
made to the lieutenant-governor in council, by
Mr. Jules Côté, notary, of Cowansville, county
of Missisquoi, for the transfer, in his favor, of
the minutes, repertory and index of the late
O. Hart, in his lifetime notary, practising at
Cowansville, of L.-Auguste Marchessault, notary,
also of Cowansville, who has ceased practising
his profession having enlisted for military
service, and also that part of the records of P.-C.
Du Boyce, notary, of the town of Richmond,
whilst the latter was practising his profession
at Cowansville, Dunham and neighborhood.

2732—28-5

Ventes par Licitation

Province de Québec, district de Montréal. No
3163. Cour supérieure. Dame Mathilde Sene-
cal, demanderesse; vs Aristide Lemay dit
Delorme, défendeur.

Avis est par le présent donné qu'en conformité
du jugement de la Cour supérieure de ce district,
en date du 29 juillet 1918, ordonnant la vente par
licitation des constructions ci-après décrites,
savoir: (a) Une maison en bois d'un étage et
demi d'environ 27 pieds par 25 pieds, avec en
outre un bas-côté et deux hangars y attenants;
(b) Un hangar à grain en bois d'environ 18 pieds
par 20 pieds; (c) Une porcherie d'environ 12
pieds par 12 pieds; (d) Une grange d'environ
40 pieds par 35 pieds; (e) Une autre grange d'en-
viron 35 pieds par 21 pieds, lesquelles construc-
tions sont érigées sur un emplacement situé dans
la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, district de
Montréal, faisant partie des lots 366 et 367, des
plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse,
contenant deux arpents et neuf pieds de largeur
par toute la profondeur des dits lots; borné d'un
côté par le lot No 369, des susdits plan et livre de
renvoi, et de l'autre côté par le résidu des dits lots
366 et 367; le dit emplacement contenant une
superficie de cinquante-neuf arpents plus ou
moins.

Les susdites constructions seront mises à l'en-
chère et adjugées au plus offrant et dernier enché-
risseur à la séance de la Cour supérieure qui sera
tenue le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE
prochain 1918, à la chambre 31, au palais de

Sales by Licitation

Province of Quebec, district of Montreal.
No. 3163. Superior Court. Dame Mathilde
Senecal, plaintiff; vs Aristide Lemay dit Delorme,
defendant.

Notice is hereby given that in conformity with
the judgement of this court rendered on the 29th
July, 1918, ordering the sale by licitation of the
buildings hereinafter described, viz: (a) A wood-
en house of one and a half story measuring
about 27 feet by 25 feet, together with a pent-
house and two shed adjoining it; (b) a grain
shed built with wood measuring about 18 feet
by 20 feet; (c) A hog-pen measuring about 12
feet by 12 feet; (d) A barn measuring about
40 feet by 35 feet; (e) Another barn measuring
about 35 feet by 21 feet, which said buildings are
erected on an "emplacement" situate in the
parish of Saint Vincent de Paul, district of
Montreal, forming part of lots 366 and 367, on the
official plan and book of reference of the aforesaid
parish, containing two arpents and nine feet in
width by the whole depth of the said lots; bounded
on one side by lot 369, of the aforesaid official plan
and book of reference, and on the other side by the
remainder of lots 366 and 367; the said emplace-
ment containing an area of fifty nine arpents,
more or less.

The aforesaid buildings above described and
designated will be put up to auction and adjudged
to the highest and last bidder at the sitting of the
Superior Court of this district, to be held on the
TWELFTH day of SEPTEMBER next, 1918,

justice, en la cité de Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, aux conditions énoncées dans le cahier des charges, et en conséquence, les oppositions à la vente doivent être produites pas plus tard que douze jours avant la date ci-dessus mentionnée du 12 septembre 1918, et les oppositions à fin de conserver dans les six jours après l'adjudication, à peine de foreclusion.

Les procureurs de la demanderesse,
MONTY & DURANLEAU.
Montréal, 5 août 1918. 3067—32-2

Province de Québec, district de Montréal.
Cour supérieure. No 534.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 26e jour de juillet courant, dans une cause dans laquelle Albert Allard, voyageur de commerce, des cité et district de Montréal, est demandeur; et Joseph-Télesphore Déziel, des cité et district de Montréal, est défendeur, ordonnant la vente par licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Trois lots de terre connus et désignés sous les numéros cent soixante-neuf, cent soixante-dix, cent soixante et onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-dix-sept, aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation, tel que le tout se trouve avec toutes les servitudes actives et passives; les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures et DEMIE, A. M., cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal, sujets aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les dites parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Le procureur du demandeur,
GEORGES-ETIENNE LESSARD.
Montréal, 31 juillet 1918. 3013—31-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de circuit, comté de Mégantic, Thetford-Mines.

Arthabaska, à savoir: } L A CORPORATION
No 2186. } de la ville de Black-Lake, demanderesse; vs FREDERIC HENRI, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une propriété située dans la ville de Black-Lake et étant la subdivision No 232 du lot 322, du cadastre officiel du canton d'Irlande—avec les bâtisses dessus contruites. La vente à être

in room 31, in the Court House, in the city and district of Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, subject to the conditions mentioned in the list of charges, and all oppositions to the sale must be filed at least twelve days before the day fixed for the sale, and all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication, on pain of being foreclosed.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiffs.
Montreal, 5th August, 1918. 3068—32-2

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court, No. 534.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, district of Montreal, on the 26th of July instant, in a cause in which Albert Allard, commercial traveller, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and Joseph-Télesphore Déziel, of the city and district of Montreal, is defendant, ordering the sale by licitation of some immoveable properties designated as follows; namely:

Three lots of land known and designated under the number one hundred and sixty nine, one hundred and seventy, one hundred and seventy one of the official subdivision of the original lot number one hundred and seventy seven on the official plan and book of reference of the Côte Visitation, as the whole now subsists with all the active and passive servitudes; the immoveables properties above designated will be sold by auction (licitation) and adjudicated to the last and highest bidder, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, at HALF past TEN, Court sitting, in the hearing room of the Court House, in the city of Montreal, subject to the clauses, charges and conditions designated in the book of charges filed at the prothonotary's office of the said Court; and all opposition "à fin d'annuler", à fin de charge", or "à fin de distraire" to the said sale by auction (licitation) will have to be filed at the Prothonotary's office at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and all opposition "à fin de conserver" will have to be filed within six days after adjudication; and in default by the said parties to file the said oppositions within the delays prescribed hereby, they will be foreclosed of their right to do so.

GEORGES-ETIENNE LESSARD,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 31st July, 1918. 3014—31-2

SHERIFFS' SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court, county of Megantic, Thetford-Mines.

Arthabaska, to wit: } THE CORPORATION
No. 2186. } of the town of Black-Lake, plaintiff; vs FREDERIC HENRI, defendant.

As belonging to the defendant:

A certain immoveable property situated in the town of Black-Lake and being the subdivision No. 232 of the lot No. 322, of the official plan and book of reference of the township of Ireland—

faite à la charge d'une rente foncière et annuelle de \$5.00 payable à "Asbestos Corporation of Canada, Ltd", et sujette à toutes les clauses, réserves et restrictions de l'acte constituant la dite rente.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré-du-Lac-Noir, suivant autorisation de cette Cour, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1918), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 2 août 1918. 3025—32-2
[Première publication, 10 août 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit du comté de Mégantic, à Thetford-Mines.

Arthabaska, à savoir : } **L A CORPORATION**
No 2191. } de la ville de Black-Lake, demanderesse ; vs ALPH. PROVOST, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Une propriété située dans la ville de Black-Lake et étant la subdivision No 48 du lot No 322, du cadastre officiel du canton d'Irlande—avec les bâtisses dessus construites. La vente à être faite à la charge d'une rente foncière et annuelle de \$5.00 payable à "Asbestos Corporation of Canada, Ltd" et sujette à toutes les clauses, réserves et restrictions de l'acte constituant la dite rente.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré-du-Lac-Noir, suivant autorisation de cette Cour, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1918), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 2 août 1918. 3027—32-2
[Première publication, 10 août 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit du comté de Mégantic, Thetford-Mines.

Arthabaska, à savoir : } **L A CORPORATION**
No 2187. } de la ville de Black-Lake, demanderesse ; vs JOSEPH HAMEL, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Une propriété située dans la ville de Black-Lake et étant la subdivision No 140 du lot 322, du cadastre officiel du canton d'Irlande—avec les bâtisses dessus construites. La vente à être faite à la charge d'une rente foncière et annuelle de \$5.00 payable à "Asbestos Corporation of Canada, Ltd" et sujette à toutes les clauses, réserves et restrictions de l'acte constituant la dite rente.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré-du-Lac-Noir, suivant autorisation de cette Cour, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1918), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 2 août 1918. 3029—32-2
[Première publication, 10 août 1918.]

with the buildings thereon erected. The sale to be made at the charge of a yearly and ground rent of \$5.00 payable to the "Asbestos Corporation of Canada, Ltd" and subject to all clauses, reservations and restrictions enumerated in the deed creating the said rent.

To be sold at the parochial church door of Saint-Désiré-du-Lac-Noir, according to an order of the Court, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next (1918), at ONE o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 2nd August, 1918. 3026—32-2
[First publication, 10th August, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court, in and for the county of Megantic, Thetford-Mines.

Arthabaska, to wit : } **THE CORPORATION**
No. 2191. } of the town of Black-Lake, plaintiff ; vs ALPH. PROVOST, defendant.

As belonging to the defendant :

A certain immoveable property situated in the town of Black-Lake and being the subdivision No. 48 of lot 322, of the official plan and book of reference of the township of Ireland—with the buildings thereon erected. The sale to be made at the charge of a yearly and ground rent of \$5.00 payable to the "Asbestos Corporation of Canada, Ltd" and subject to all clauses, reservations and restrictions enumerated in the deed creating the said rent.

To be sold at the parochial church door of Saint-Désiré-du-Lac-Noir, according to an order of the Court, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, (1918). at ONE o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 2nd August, 1918. 3028—32-2
[First publication, 10th August, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court of the county of Megantic, Thetford-Mines.

Arthabaska, to wit : } **THE CORPORATION**
No. 2187. } of the town of Black-Lake, plaintiff ; vs JOSEPH HAMEL, defendant.

As belonging to the defendant :

A certain immoveable property situated in the town of Black-Lake and being the subdivision No. 140 of lot No. 322, of the official plan and book of reference of the township of Ireland—with the buildings thereon erected. The sale to be made at the charge of a yearly and ground rent of \$5.00 payable to the "Asbestos Corporation of Canada, Ltd" and subject to all clauses, reservations and restrictions enumerated in the deed creating the said rent.

To be sold at the parochial church door of Saint-Désiré-du-Lac-Noir, according to an order of the Court, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next (1918), at ONE o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 2nd August, 1918. 3030—32-2
[First publication, 10th August, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **JOHN TURCOTTE**,
 No 201. } demandeur ; vs
ACHILLE GAGNON, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Un terrain situé sur le côté sud-ouest de la rue de la Cour, dans la ville d'Arthabaska, contenant 228 pieds de front sur environ 200 pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel du village d'Arthabaskaville, comme faisant partie des Nos 146 et 147; prenant en front au nord-est à la rue aboutissant en profondeur aux Frères du Sacré-Cœur, joignant du côté nord-ouest à Madame J.-N.-A. Béchard, et du côté sud-est à Willie de Lespinay—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Arthabaska, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOUT 1918, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 17 juillet 1918. 2809—29-2
 [Première publication, 20 juillet 1918.]

BEAUCE**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **PHILEAS TANGUAY**,
 No 3766. } demandeur ; contre
ALFRED BOISVERT, défendeur.

La demi-sud-ouest du lot numéro six (6), du cadastre pour le dixième rang du canton de Langevin, paroisse de Sainte-Justine, contenant environ cinquante acres en superficie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Justine, le VINGT AOUT prochain (1918), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

GUSTAVE GARANT.

Bureau du shérif.

Saint-Joseph, Beauce, 16 juillet 1918.
 2791—29-2
 [Première publication, 20 juillet 1918].

KAMOURASKA**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour supérieure.—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir : } **ERNEST LAPOINTE**,
 No 6450. } **ADOLPHE STEIN**

ET DOMINIQUE LEVESQUE, tous trois de la cité de Fraserville, avocats, et y pratiquant comme tels en société sous la raison légale de "Lapointe, Stein & Lévesque", demandeurs ; contre LA COMPAGNIE ELECTRIQUE DE TROIS-PISTOLES, LIMITÉE, corps politique dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Trois Pistoles, défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse :

Un système d'éclairage électrique consistant dans un réseau de fils métalliques supportés par des poteaux en bois, dans la ville de Trois-Pisto-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **JOHN TURCOTTE**,
 No. 201. } plaintiff; vs **ACHIL-**
LE GAGNON, defendant.

As belonging to the defendant :

A piece of land situated on the south west side of the Court street, in the town of Arthabaska, containing 228 feet in front by about 200 feet in depth, known and designated upon the official plan and book of reference of the village of Arthabaskaville, as forming part of lots Nos 146 and 147 ; bounded in front towards the north east by the street in depth by the "Frères du Sacré-Cœur", on the north west side by Mrs. J.-N.-A. Béchard, and on the south east side by Willie de Lespinay—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, at the Court House, at Arthabaska, on the TWENTY THIRD day of AUGUST, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 17th July, 1918. 2810—29-2
 [First publication, 20th July, 1918.]

BEAUCE**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **PHILEAS TANGUAY**,
 No. 3766. } plaintiff; against **AL-**
FRED BOISVERT, defendant.

The southwest half of the lot number six (6), of the cadastre for the tenth range of the township of Langevin, parish of Sainte Justine, containing about fifty acres in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Justine, on the TWENTIETH day of AUGUST next, (1918), at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Saint-Joseph, Beauce, 16th July, 1918.
 2792—29-2
 [First publication, 20th July, 1918].

KAMOURASKA**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit : } **ERNEST LAPOINTE**,
 No. 6450. } **ADOLPHE STEIN**

AND DOMINIQUE LEVESQUE, all three of the city of Fraserville, advocates, and there practicing together as such in partnership under the firm name of "Lapointe, Stein & Lévesque", plaintiffs; against LA COMPAGNIE ELECTRIQUE DE TROIS-PISTOLES, LIMITÉE, a body politic duly incorporated, having its principal place of business in the town of Trois-Pistoles, defendant.

As belonging to said defendant :

An electric lighting plant consisting of metal transmission lines supported on wooden poles, in the town of Trois-Pistoles, and including also

les, et consistant aussi en une bâtisse et les machineries qui y sont installées et fixées à perpétuelle demeure, laquelle bâtisse est érigée sur un emplacement faisant partie du lot numéro cent quarante-quatre (Pt No 144), du cadastre de la ville de Trois-Pistoles et borné comme suit : au nord par Joseph Ouellet, au sud à Dame veuve Narcisse Lavoie, à l'ouest par la ruelle, à l'est par Joseph Ouellet—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la ville de Trois-Pistoles, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1918, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif.

Fraserville, 6 août 1918.

3053—32-2

[Première publication, 10 août 1918].

a building and the machinery therein installed and fixed for a permanency, which building is erected on an emplacement forming part of the lot number one hundred and forty four (Pt. No. 144), of the cadastre of the town of Trois-Pistoles and bounded as follows : on the north by Joseph Ouellet, on the south by Dame widow Narcisse Lavoie, on the west by the lane, on the east by Joseph Ouellet—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the town of Trois-Pistoles, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, 1918, at THREE o'clock in the afternoon.

J.-O. GIRARD.

Sheriff.

Sheriff's office.

Fraserville, 6th August, 1918.

3054—32-2

[First publication, 10th August, 1918].

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** A BANQUE D'HON-
No 1656. } **C**HELAGA, corpora-
tion de banque légalement constituée, ayant son
siège social dans les cité et district de Montréal,
demanderesse ; contre ARMAND STE-MARIE
ET DAME DELPHINE MARCIL, veuve de feu
Toussaint Ste-Marie, défendeurs.

Comme appartenant à la dite Dame Delphine
Marcil, veuve de Toussaint Ste-Marie, la moitié
indivise dans l'immeuble ci-après décrit, savoir :

Un terrain ayant front sur la rue Berard, dans
le quartier Saint-Henri à Montréal, connu et
désigné comme étant le lot No 2224, aux plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse de Mont-
réal, contenant ledit lot 42 pieds et 3 pouces de
largeur par 84 pieds et 5 pouces de profondeur,
mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses
dessus construites, circonstances et dépendances,
et tel que le tout se trouve actuellement avec
toutes les servitudes actives et passives, apparen-
tes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE
prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 7 août 1918.

3081—32-2

[Première publication, 10 août 1918].

MANDAT DE CURATEUR

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **M**EDERIC MARTI-
No 276. } **N**EAU, marchand,
de Montréal, failli ; et GEORGE GONTHIER
ET H.-E. MIDGLEY, de Montréal, curateurs.

a. Le quart indivis d'un terrain sis et situé
en la cité de Montréal, dans le district de Mont-
réal, ayant front sur la rue Sainte-Catherine-Est,
de ladite cité, connu et désigné sous le numéro
sept cent douze (712), des plan et livre de renvoi
officiels du quartier Sainte-Marie—avec bâtisses
y dérivées ;

b. Le huitième indivis d'un autre terrain sis
et situé en la cité de Montréal, district de Mont-
réal, ayant front sur la rue Sainte-Catherine-Est,
de ladite cité, connu et désigné sous le numéro

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **L** A BANQUE D'HON-
No. 1656. } **C**HELAGA, a legally
constituted bank corporation with its principal
place of business in the city and district of Mont-
real, plaintiff ; against ARMAND STE. MARIE
AND DAME DELPHINE MARCIL, widow of
the late Toussaint Ste. Marie, defendants.

As belonging to the said Dame Delphine Mar-
cil, widow of Toussaint Ste. Marie, the undivided
half in the immoveable hereinafter described, to
wit :

A lot of land fronting on Berard street, in St.
Henry ward of Montreal, known and designated
as being the lot No. 2224, on the official plan and
book of reference of the parish of Montreal, the
said lot containing 42 feet and 3 inches in width
by 84 feet and 5 inches in depth, English measure-
ment and more or less—with buildings thereon
erected, circumstances and dependencies, and
as the whole presently is with all the active and
passive servitudes, apparent or occult attached to
the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 7th August, 1918.

3082—32-2

[First publication, 10th August, 1918].

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **M**EDERIC MARTI-
No. 276. } **N**EAU, merchant,
on Montreal, insolvent ; and GEORGE GON-
THIER AND H.-E. MIDGLEY, of Montreal,
curators.

a. The undivided quarter of a lot of land being
and situate in the city of Montreal, in the district
of Montreal, fronting on Sainte Catherine street
East, of the said city, known and designated
under the number seven hundred and twelve
(712), on the official plan and book of reference
of Saint Mary's ward—with buildings thereon
erected.

b. The undivided eighth of another lot of land
being and situate in the city of Montreal, district
of Montreal, fronting on Sainte Catherine street
East, of the said city, known and designated

un (1) de la subdivision officielle du lot numéro sept cent treize (713-1), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie—avec bâtisses y érigées. Les terrains ci-haut mentionnés ne formant qu'une seule et même exploitation;

c. Le huitième indivis d'un terrain sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Sainte-Catherine-Est de ladite cité, connu et désigné sous le numéro deux (2), de la subdivision officielle du lot numéro sept cent treize (713-2), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie de ladite cité de Montréal—avec bâtisses y érigées;

d. Le huitième indivis d'un emplacement composé des lots de terre numéros un, deux, trois et quatre (1, 2, 3 et 4) de la subdivision officielle du lot numéro sept cent quatorze (714-1, 2, 3 et 4), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, ayant front sur la rue Panet, de ladite cité—avec bâtisses dessus érigées. Les immeubles désignés dans le présent paragraphe ne formant qu'une seule et même exploitation;

e. Le huitième indivis d'un emplacement composé des lots de terre numéros un, deux, trois et quatre (1, 2, 3 et 4) de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept cent seize (716-1, 2, 3 et 4), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, ayant front par le lot 716-1 sur la rue Sainte-Catherine-Est, et par le lot No 716-4 sur la rue Allard, de ladite cité de Montréal—avec bâtisses dessus érigées;

f. Le huitième indivis d'un immeuble situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Panet, de ladite cité, contenant trente pieds de front par soixante-dix pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et faisant partie du lot numéro neuf cent soixante-quatorze (pt. du lot 974), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la dite cité; borné en front au sud-ouest par la rue Panet, d'un côté au nord-ouest par la rue Nonancourt, maintenant Lalonde, de l'autre côté au sud-est et en arrière au nord-est par le résidu dudit lot numéro neuf cent soixante-quatorze (974)—avec les constructions dessus érigées, dépendances et servitudes.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 7 août 1918. 3083—32-2
[Première publication, 10 août 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **WILDERS, LIMITED,**
No 4118.) corporation légale,
lettres patentes, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, dit district, demanderesse; vs DAME VEUVE HELENE WRIGHT, défenderesse.

Un emplacement composé de deux lots de terre connus et désignés sous les Nos 449 et 450 de la subdivision officielle du lot No 171 (171-449 et 450) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert; dans le comté de Chambly, district de Montréal, bornés en front par une rue projetée No 171-461—avec bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale

under the number one (1) of the official subdivision of the lot number seven hundred and thirteen (713-1), on the official plan and book of reference of Sainte Mary's ward—with buildings thereon erected. The hereinabove mentioned lots of land forming but one single plot;

c. The undivided eighth of a lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Sainte-Catherine street East of the said city, known and designated under the number two (2) of the official subdivision of the lot number seven hundred and thirteen (713-2), on the official plan and book of reference of Saint-Mary's ward of the said city of Montreal—with buildings thereon erected;

d. The undivided eighth of an emplacement composed of the lots of land numbers one, two, three and four (1, 2, 3 and 4) of the official subdivision of the lot number seven hundred and fourteen (714-1, 2, 3 and 4) on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal, fronting on Panet street, of the said city—with buildings thereon erected. The immoveables designated in the present paragraph forming one single plot;

e. The undivided eighth of an emplacement composed of the lots of land numbers one, two, three and four (1, 2, 3 and 4) of the official subdivision of the primitive lot number seven hundred and sixteen (716-1, 2, 3 and 4), on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal, fronting by the lot 716-1 on Sainte Catherine street East, and by the lot No. 716-4 on Allard street, of the city of Montreal—with buildings thereon erected;

f. The undivided eighth of an immoveable situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Panet street, of the said city, containing thirty feet in front by seventy feet in depth, all English measurement and forming part of the lot number nine hundred and seventy four (pt. of lot 974), on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the said city; bounded in front to the southwest by Panet street, on one side to the northwest by Nonancourt street, now Lalonde, on the other side to the southeast and in the rear to the northeast by the residue of the said lot number nine hundred and seventy four (974)—with the buildings thereon erected, dependencies and servitudes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at NOON.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 7th August, 1918. 3084—32-2
[First publication, 10th August, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **WILDERS, LIMITED,**
No. 4118.) legal corporation, letters
patent, with its principal place of business in the city of Montreal, said district, plaintiff; vs DAME WIDOW HELENE WRIGHT, defendant.

An emplacement composed of two lots of land known and designated under the numbers 449 and 450 of the official subdivision of the lot No. 171 (171-449 and 450), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hubert, in the county of Chambly, district of Montreal; bounded in front by a projected street No. 171-461—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the

de la paroisse de Saint-Hubert, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 7 août 1918. 3085—32-2
[Première publication, 10 août 1918.]

parish of Saint Hubert, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 7th August, 1918. 3086—32-2
[First publication, 10th August, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) DAME MARIE-ANNE
No 1984.) BEDARD, épouse
judiciairement séparée de biens de Philias Du-
rand, et le dit Philias Durand pour autoriser son
épouse aux fins des présentes, demanderesse ; vs
LE CREDIT STADACONA, LIMITEE, corps
politique et incorporé, ayant son principal siège
d'affaires en les cité et district de Montréal,
défendeur.

Un immeuble situé à Montréal, composé des
lots suivants :

1. Le lot numéro deux de la redivision officielle
du lot numéro cinq cent quatre-vingts de la subdivi-
sion officielle du lot numéro vingt-trois du cadas-
tre du village incorporé d'Hochelaga (23-580-2) ;
2. Le lot numéro un de la redivision officielle
du lot numéro cinq cent quatre-vingt-un de la subdivi-
sion officielle du dit lot numéro vingt-trois
(23-581-1) du dit cadastre du village incorporé
d'Hochelaga—avec les maisons et dépendances
dessus érigées ; borné en front par la rue Chambly.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE
prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 7 août 1918. 3087—32-2
[Première publication, 10 août 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) DAME MARIE-ANNE
No. 1984.) BEDARD, wife judi-
cially separated as to property of Philias Durand,
and the said Philias Durand to authorize his wife
for the purposes hereof, plaintiff ; vs LE CREDIT
STADACONA, LIMITEE, a body politic and
corporate, with its principal place of business in
the city and district of Montreal, defendant.

An immoveable situate at Montreal, composed
of the following lots :

1. The lot number two of the official redivision
of the lot number five hundred and eighty of the
official subdivision of the lot number twenty three
of the cadastre of the incorporated village of
Hochelaga (23-580-2) ;
2. The lot number one of the official redivision
of the lot number five hundred and eighty
one of the official subdivision of the said lot
number twenty three (23-581-1) of the said
cadastre of the incorporated village of Hoche-
laga—with the houses and dependencies thereon
erected ; bounded in front by Chambly street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWELFTH day of SEPTEMBER next,
at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 7th August, 1918. 3088—32-2
[First publication, 10th August, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) JOHN-HENRY HAND,
No 3908.) de la cité de West-
mount, district de Montréal, demandeur ; vs
DAME GERALDINE-C. CHAPMAN, épouse
sépée de biens de Georges-Vipond Cousins, avo-
cat, tous deux de la cité de Westmount, district
de Montréal, et ledit George-Vipond Cousins
pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes
défenderesse.

L'emplacement ayant front sur l'avenue
Clarke, dans la cité de Westmount, faisant partie
du lot de terre connu et désigné sous le numéro
trois cent vingt (pt. 320) des plan et livre de ren-
voi officiels de la municipalité de la paroisse de
Montréal, mesurant ladite partie trente-un pieds
de largeur par une profondeur de cent dix-neuf
six pouces du côté nord-ouest et cent vingt pieds
du côté sud-est, le tout d'après la mesure anglaise
et plus ou moins ; et bornée ladite partie comme
suit : en front au sud-ouest par ladite avenue
Clarke, en arrière au nord-est par une autre partie
dudit lot officiel numéro trois cent vingt, d'un
côté au nord-ouest par une autre partie dudit lot
officiel vendue à Dame Mary-Douglas Hutchison,
épouse d'Arthur-Ernest Cook, et de l'autre côté
au sud-est par le lot officiel numéro trois cent dix-
neuf—avec la résidence dessus construite.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) JONH-HENRY HAND,
No. 3908.) of the city of West-
mount, district of Montreal, plaintiff ; vs DAME
GERALDINE-C. CHAPMAN, wife separate as
to property of Georges-Vipond Cousins, advocate,
both of the city of Westmount, district of Mon-
treal, and the said George-Vipond Cousins to
authorize his said wife for the purposes hereof,
defendant.

That certain emplacement fronting on Clarke
avenue, in the city of Westmount, being part of
the lot of land known and designated as number
three hundred and twenty (pt. 320), on the official
plan and book of reference of the municipality of
the parish of Montreal, containing said part
thirty one feet in width by a depth of one hun-
dred and nineteen feet six inches on the north
west side and one hundred and twenty feet on the
south east side, all english measure and more or
less ; and bounded, said por ion, as follows : in
front to the south west by said Clarke avenue, in
rear to the north east by another part of said
official lot number three hundred and twenty, on
one side to the north west by another part of said
official lot sold to Dame Mary-Douglas Nutchi-
son, wife of Arthur-Ernest Cook, and on the other
side to the south east by official lot number three
hundred and nineteen—with the dwelling house
thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 7 août 1918.

3089—32-2

[Première publication, 10 août 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **ETIENNE-CHARLES-**
No 158.) **PATRICE GUY,**

notaire, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur dûment élu en justice à Georges-Louis-Henri Guy, son frère interdit ; **HENRI DE SALABERRY**, notaire, en sa qualité de curateur dûment élu en justice à la substitution créée par le testament de Dame Julie-Félicité Schiller, et lesdits Etienne-Charles-Patrice Guy et Henri de Salaberry, ainsi que Geo.-R. Lighthall, notaire, agissant tous trois en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession de ladite Dame Julie-Félicité Schiller, demandeurs ; vs **ROUER ROY**, défendeur.

Un lot de terre faisant partie du lot officiel No 1165, du quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Notre-Dame, où il mesure 33 pieds et deux pouces, et en arrière par le lot officiel No 1164, où il mesure 15 pieds et deux pouces, d'un côté au nord-est par le lot officiel No 1166, où il mesure 69 pieds deux pouces, et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot officiel No 1165, où il mesure 65 pieds et 6 pouces, le tout formant une superficie de 1634 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 7 août 1918.

3091—32-2

[Première publication, 10 août 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **EMMANUEL BEAU-**
No 218.) **LAC**, demandeur ;

vs **P. DAMBROSIO**, défendeur.

Un lot de terre ou emplacement ayant front sur la rue Alexandra, en la cité de Montréal, et connu et désigné sous le No 1640, de la subdivision officielle du lot No 11 (No. 11-1640), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis—avec maison et autres dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 7 août 1918.

3093—32-2

[Première publication, 10 août, 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **ANDRÉ LATOUR ET**
No 1619.) **AL**, ES-QUALITÉ de-

mandeurs ; contre **HENRI LAVIGNE**, défendeur.

Un emplacement faisant front sur la rue Hadley, dans le quartier Saint-Gabriel, à Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal,

on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal 7th August, 1918.

3090—32-2

[First publication, 10th August, 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **ETIENNE-CHARLES-**
No 158.) **PATRICE GUY,**

notary, both personally and in his quality of curator duly appointed by the Court to Georges-Louis-Henri Guy, his interdicted brother ; **HENRI DE SALABERRY**, notary, in his quality of curator duly appointed by the Court to the substitution created by the last will and testament of Dame Julie-Félicité Schiller, and the said Etienne-Charles-Patrice Guy and Henri de Salaberry and also Geo.-R. Lighthall, notary, all three acting in their quality of testamentary executors to the estate of the said Dame Julie-Félicité Schiller, plaintiffs ; vs **ROUER ROY**, defendant.

That certain piece of land forming part of the official lot No. 1165, of Saint-Ann's ward, of the city of Montreal ; fronting on Notre-Dame street, where it measures 33 feet and two inches, and in rear by official lot No. 1164, where it measures 15 feet and two inches, on the north east side by official lot No. 1166, where it measures 69 feet and two inches, and on the other side to the south west by the residue of said official lot No. 1165, where it measures 65 feet and 6 inches, the whole containing a total superficies of 1634 square feet, English measure and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at THREE o'clock, in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 7th August, 1918.

3092—32-2

[First publication, 10th August, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **EMMANUEL BEAU-**
No 218.) **LAC**, plaintiff ; vs

P. DAMBROSIO, defendant.

That certain lot of land or emplacement fronting on Alexandra street, in the city of Montreal, and known and designated under the No. 1640, of the official subdivision of the lot No. 11 (No. 11-1640), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-Saint-Louis—with a house and other dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 7th August, 1918.

3094—32-2

[First publication, 10th August, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **ANDRÉ LATOUR ET**
No 1619.) **AL**, ES-QUALITÉ,

plaintiffs ; against **HENRI LAVIGNE**, defendant.

That certain emplacement fronting on Hadley street, in Saint Gabriel ward, at Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of

comme étant le lot numéro cent trente et un de la subdivision du lot numéro quatre mille six cent soixante et neuf (4669-131)—avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros 266 à 268 de ladite rue Hadley.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 7 août 1918.

3095—32-2

[Première publication, 10 août 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) ALPHONSE DECARY,
No 1283.) avocat, ès-nom et
qualité, demandeur ; vs OMER-N. GERVAIS,
défendeur.

Un certain lot de terre situé dans cette partie de la cité de Montréal, qui formait autrefois la ville de DeLorimier, ayant front sur la rue Bordeaux, et étant connu sous le No mille trente deux, au plan de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et un (161-1032), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur (25' x 75'), et une superficie totale de mille huit cent soixante-quinze pieds (1875)—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 15 juillet 1918.

2793—29-2

[Première publication, 20 juillet 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) THE MONTREAL
No 4904.) LOAN & MORT-
GAGE COMPANY, corporation légale, ayant
son bureau-chef et sa principale place d'affaires
dans la cité et le district de Montréal, demande-
resse ; vs JOSEPH ROBITAILLE, de la cité et
du district de Montréal, défendeur.

1. Un emplacement situé dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, ayant front sur la rue Sherbrooke, connu comme étant la subdivision numéro cent soixante et un des subdivisions officielles du lot numéro onze cent trente-six (1136-161), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, lequel mesure vingt-cinq (25) pieds de largeur par cent (100) de profondeur, et une étendue de vingt-cinq cents (2500) pieds, mesure anglaise et plus ou moins,—avec les bâtisses et améliorations dessus construites et les droits de se servir de la ruelle en arrière dudit lot, tel que transférés par John-Roberts Cowans et al à Georges-W. Faust, par acte de vente en date du 15 avril 1909, passé devant W. de M. Marler, notaire public, et enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal-Est sous le No 74803, mais sans garantie de l'existence ou de l'étendue de ces droits ; ladite ruelle étant connue comme étant la subdivision numéro cent cinquante-six dudit lot officiel numéro onze cent trente-six (1136-156) ;

2. Un emplacement situé dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, formant le coin sud-est des rues Sherbrooke et Panet, ayant

Montréal, as being the lot number one hundred and thirty one of the subdivision of the lot number four thousand six hundred and sixty nine (4669-131)—with all the buildings thereon erected bearing the numbers 266 to 268 in said Hadley street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 7th August, 1918.

3096—32-2

[First publication, 10th August, 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) ALPHONSE DECARY,
No. 1283.) advocate, ès-nom
et qualité, plaintiff ; vs OMER-N. GERVAIS,
defendant.

That certain lot of land situate in that part of the city of Montreal, formerly forming the town of DeLorimier, fronting on Bordeaux street, and being known under the No. one thousand and thirty two, on the official subdivision plan of the lot number one hundred and sixty one (161-1032), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation, containing twenty five feet in width by seventy five feet in depth (25' x 75'), and a total superficies of one thousand eight hundred and seventy five (1875) feet—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 15th July, 1918.

2794—29-2

[First publication, 20th July, 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) THE MONTREAL LOAN
No. 4904.) AND MORTGAGE
COMPANY, a body corporate and politic,
having its head office and principal place of
business at the city and district of Montreal,
plaintiff ; vs JOSEPH ROBITAILLE, of the
city and district of Montreal, defendant.

1. An emplacement situate in the Saint Mary's ward, of the city of Montreal, fronting on Sherbrooke street, and known as subdivision number one hundred and sixty one of the official subdivisions of lot number eleven hundred and thirty six (1136-161), on the official plan and book of reference of the Saint Mary's ward, of the city of Montreal, which contains twenty five (25) feet in width and one hundred feet (100) in depth, and an area of twenty five hundred (2500) feet, English measure and more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made, with such rights to use the lane in rear of the said lot as were transferred by John-Roberts Cowans and others to Georges-W. Faust, under a deed of sale of date 15th April, 1909, passed before W. de M. Marler, notary public, and registered in the registry office for the registration division of Montreal-East under No 74803, but without warranty as to the existence or extent of such rights ; the said lane being known as subdivision number one hundred and fifty six of the said official lot number eleven hundred and thirty six (1136-156) ;

2. An emplacement situate in the Saint Mary's ward, of the city of Montreal, forming the south east corner of Sherbrooke and Panet

front sur la rue Sherbrooke, et connu comme étant la subdivision numéro cent cinquante-sept de la subdivision officielle du lot numéro onze cent trente-six (1136-157), des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, mesurant une étendue de quatre mille quatre cent vingt-cinq pieds (4,425), mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses et améliorations dessus construites, avec les droits de se servir de la ruelle en arrière dudit lot, tels que transférés par John-Robert Cowans et al à Georges-W. Faust, par acte de vente en date du 12 octobre 1909, passé devant W. de M. Marler, notaire public, et enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal-Est sous le No 76285, mais sans garantie de l'existence ou de l'étendue de ces droits; ladite ruelle étant la subdivision cent cinquante-six dudit lot officiel numéro onze cent trente-six (1136-156).

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, le 15 juillet 1918. 2795—29-2
[Première publication, 20 juillet 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **THE ROYAL TRUST**
No 1838.) **CO.**, corporation lé-
gale dûment constituée selon la loi, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans la cité et le district de Montréal, ès-qualité d'exécuteur testamentaire unique, fiduciaire et administrateur nommé au testament et dernier acte de volonté de feu Dame Elizabeth-G. Fogerty, en son vivant veuve de feu Thomas Russel McArthur, demanderesse; vs les terres et héritages de J.-ERNEST HYLAND, défendeur, mais actuellement sous la saisie de J.-E. Parent, curateur nommé au délaissement.

Un lot de terre ou emplacement situé dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le No 184, de la subdivision officielle du lot de terre connu sous le No 9 (9-184), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint Louis, mesurant 2107 pieds de superficie, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue de Gaspé, telle qu'ouverte maintenant—avec la résidence à deux étages lambrissée en briques dessus construite.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à DOUZE heures (midi).

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, le 15 juillet 1918. 2797—29-2
[Première publication, 20 juillet 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **GEORGE KYDD**,
No 4320.) demandeur; vs
PAUL LARCHER, défendeur.

1. Le lot No 167 de la subdivision du lot No 179, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec bâtisse dessus construite, portant le No 277 et 279 de l'avenue Addington, à Notre-Dame-de-Grâces;

2. Les lots Nos 671 à 679 inc., de la subdivision officielle du lot No 55, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la

streets, fronting on Sherbrooke street, and known as subdivision number one hundred and fifty seven of the official subdivision of lot number eleven hundred and thirty six (1136-157), on the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward, of the city of Montreal, containing an area of four thousand four hundred and twenty five feet (4,425), English measure and more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made, with such rights to use the lane in rear of the said lot, as were transferred by John-Robert Cowans and others to Georges-W. Faust, under a deed of sale of date October 12th, 1909, which was passed before W. de M. Marler, notary public, and registered in the registry office for the registration division of Montreal-East under No. 76285, but without warranty as to the existence or extent of such rights; the said lane being subdivision one hundred and fifty six of the said official lot number eleven hundred and thirty six (1136-156).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 15th July, 1918. 2796—29-2
[First publication, 20th July, 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **THE ROYAL TRUST**
No. 1838.) **CO.**, a body politic
and corporate duly incorporated according to law, having its chief office and principal place of business in the city and district of Montreal, ès-qualité of sole testamentary executor, trustee and administrator of the last will and testament of the late Dame Elizabeth-G. Fogerty, in her lifetime widow of the late Thomas Russel McArthur, plaintiff; vs the lands and tenements of J.-ERNEST HYLAND, defendant, but actually in the hands of J.-E. Parent, curator named to the délaissement.

A lot of land or emplacement situated in the city of Montreal, known and designated as No. 184, of the official subdivision of the lot of land known as No. 9 (9-184), of the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis, containing 2107 feet in superficies, English measure and more or less; bounded in front by de Gaspé street, such as now open—with the two story brick encased dwelling house erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 15th July, 1918. 2798—29-2
[First publication, 20th July, 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **GEORGE KYDD**, plain-
No. 4320.) tiff; vs **PAUL LAR-**
CHER, defendant.

1. The lot No. 167 of the subdivision of the lot No. 179, on the official cadastral plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the building thereon erected, bearing the Nos. 277 and 279 in Addington avenue, at Notre-Dame-de-Grâces;

2. The lots Nos. 671 to 679, all inclusive, of the official subdivision of the lot No. 55, on the official cadastral plan and book of reference of

Pointe-aux-Trembles; lesdits lots ayant front sur la rue Monarque;

3. Les lots numéros 666 à 668 inc., de la subdivision officielle du lot numéro 55, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles; lesdits lots bornés en front par la rue No 55-591;

4. Les lots numéros 552 à 554 inc., de la subdivision officielle du lot No 55, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Pointe-aux-Trembles; lesdits lots bornés en front par la rue No 55-591;

5. Les lots numéros 542 à 546 inc., de la subdivision officielle du lot No 55, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Pointe-aux-Trembles; lesdits lots ayant front sur la rue Monarque.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 16 juillet 1918. 2799—29-2
[Première publication, 20 juillet 1918.]

the parish of Pointe-aux-Trembles; said lots fronting on Monarque street;

3. The lots numbers 666 to 668, all inclusive, of the official subdivision of the lot number 55, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles; said lots fronting on street No. 55-591;

4. The lots numbers 552 to 554 all inclusive, of the official subdivision of the lot No. 55, on the official cadastral plan and book of reference of Pointe-aux-Trembles; said lots fronting on street No. 55-591;

5. The lots numbers 542 to 546, all inclusive, of the official subdivision of the lot No. 55, on the official cadastral plan and book of reference of Pointe-aux-Trembles; said lots fronting on Monarque street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 16th July, 1918. 2800—29-2
[First publication, 20th July, 1918.]

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } OLIVIER CLEMENT,
No 479. } demandeur; contre
LOUIS COULOMBE, défendeur, à savoir:

Un emplacement situé au coin des rues Papineau et Washington, dans le village de Papineauville, district d'Ottawa, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-six (186), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique—avec la maison et les autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angélique, au village de Papineauville, le VINGTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, le 17 juillet 1918. 2807—29-2
[Première publication, 20 juillet 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } OLIVIER CLEMENT,
No. 479. } plaintiff; against LOUIS
COULOMBE, defendant, to wit:

An emplacement situate on the corner of Papineau and Washington streets, in the village of Papineauville, district of Ottawa, and known and designated as lot number one hundred and eighty-six (186), on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Angélique—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Angélique, in the village of Papineauville, on the TWENTEETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

C.-M. WRIGHT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, 17th July, 1918. 2808—29-2
[First publication, 20th July, 1918.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour de circuit.

Québec, à savoir: } IGNACE BILODEAU,
No 5541. } de la cité de Québec;
contre BERNADETTE COTTER, épouse séparée de biens de J.-P. Coveney, de la cité de Québec, commis, et ledit J.-P. Coveney, mis en cause pour assister et autoriser sadite épouse, à savoir:

1. La subdivision No 52 (cinquante-deux) du lot No 147 (cent quarante-sept) du cadastre officiel pour Notre-Dame-de-Québec, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Crémazie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. La subdivision No 53 (cinquante-trois) du lot No 147 (cent quarante-sept) du cadastre officiel pour Notre-Dame-de-Québec, maintenant

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Quebec, to wit: } IGNACE BILODEAU,
No. 5541. } of the city of Quebec;
against BERNADETTE COTTER, wife separated as to property of J.-P. Coveney, of the city of Quebec, clerk, and the said J.-P. Coveney mis-en-cause to assist and authorize his said wife, to wit:

1. The subdivision No. 52 (fifty two) of the lot No. 147 (one hundred and forty seven) of the official cadastre for Notre-Dame-de-Québec, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Crémazie street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The subdivision No. 53 (fifty three) of the lot No. 147 (one hundred and forty seven) of the official cadastre for Notre-Dame-de-Québec, now

quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Crémazie—avec les bâties en construction, circonstances et dépendances :

3. La subdivision No 34 (trente-quatre) du lot No 146 (cent quarante-six) du cadastre officiel pour Notre-Dame-de-Québec, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Crémazie—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Ces trois lots sujets conjointement à une rente foncière annuelle de \$270.66, payable le 1er de mai à l'Hôtel-Dieu, de Québec.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 8 août 1918. 3097—32-2
[Première publication, 10 août 1918.]
[Deuxième publication, 24 août 1918.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit.

Québec, à savoir : } LA CORPORATION DE
No 1618. } LA PAROISSE DE
NOTRE-DAME-DES-ANGES-DE-MONTAUBAN, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Notre-Dame-des-anges, dans le comté de Portneuf ; contre ALBERT NAUD, de la paroisse de Notre-Dame-des-anges-de-Montauban, à savoir :

1. Le lot No 17 (dix-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-anges, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé au premier rang sud-ouest du canton Chavigny, circonstances et dépendances ;

2. Le lot No 18 (dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-anges, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé au premier rang sud-ouest du canton Chavigny—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances ;

3. Le lot No 19 (dix-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-anges, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé au premier rang sud-ouest du canton Chavigny—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances. Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-anges, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 8 août 1918. 3099—32-2
[Première publication, 10 août 1918].
[Deuxième publication, 24 août 1918].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } OLIVA MONTREUIL,
No 3428. } de la paroisse de
Sainte-Anne-de-la-Pérade, comté de Champlain, cultivateur ; contre ALFRED DESPUTEAU ET FRANÇOIS DESPUTEAU, de Notre-Dame-des-anges, comté de Portneuf, à savoir :

Saisi comme appartenant audit François Desputeau, l'un des défendeurs :

La moitié nord-est du lot No 1 (un) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-anges, comté de Portneuf, étant un emplacement situé au cinquième rang sud-ouest du canton Montauban, contenant 50 pieds en front sur le chemin public sur une profondeur de 100 pieds, plus ou moins ; bornée en front audit chemin public, à l'est à Adolphe Lavoie, au nord à P.

Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Crémazie street—with the buildings under construction, circumstances and dependencies ;

3. The subdivision No 34 (thirty four) of the lot No. 146 (one hundred and forty six) of the official cadastre for Notre-Dame-de-Québec, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Crémazie street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said three lots being subject jointly to a yearly ground rent of \$270.66, payable on the 1st May to the Hôtel-Dieu, of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 8th August, 1918. 3098—32-2
[First publication, 10th August, 1918.]
[Second publication, 24th August, 1918.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Quebec, to wit : } THE CORPORATION OF
No. 1618. } THE PARISH OF NOTRE-DAME-DES-ANGES-DE-MONTAUBAN, a body politic and corporate with its principal place of business at Notre-Dame-des-anges, in the county of Portneuf ; against ALBERT NAUD, of the parish of Notre-Dame-des-anges-de-Montauban, to wit :

1. The lot No. 17 (seventeen) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-des-anges, county of Portneuf, being a lot of land situate in the first southwest range of the township Chavigny, circumstances and dependencies ;

2. The lot No. 18 (eighteen) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-des-anges, county of Portneuf, being a lot of land situate in the first southwest range of the township Chavigny—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ;

3. The lot No. 19 (nineteen) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-des-anges, county of Portneuf, being a lot of land situate in the first southwest range of the township Chavigny—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be sold in block.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-des-anges, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 8th August, 1918. 3100—32-2
[First publication, 10th August, 1918.]
[Second publication, 24th August, 1918].

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } OLIVA MONTREUIL,
No. 3428. } of the parish of Sainte-Anne-de-la-Pérade, county of Champlain, farmer ; against ALFRED DESPUTEAU AND FRANÇOIS DESPUTEAU, of Notre-Dame-des-anges, county of Portneuf, to wit :

Seized as belonging to said François Desputeau, one of the aforesaid defendants :

The northeast half of the lot No. 1 (one) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-des-anges, county of Portneuf, being an emplacement situate at the fifth southwest range of the township of Montauban, containing 50 feet in front on the public road by a depth of 100 feet, more or less ; bounded in front by said public road, on the east by Adolphe Lavoie, on

Moreau, et à l'ouest à Honoré Cloutier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 8 août 1918. 3101—32-2

[Première publication, 10 août 1918.]

[Deuxième publication, 24 août 1918.]

FIERI FACIAS.

Cour du recorder.

Québec, à savoir :) LA CITÉ DE QUÉBEC ;
No 840.) contre DAME FLORE
GUAY, épouse séparée de biens de Philippe
Patry, tous deux de la cité de Québec, et ledit
Philippe Patry mis-en-cause pour autoriser
sadicte épouse.

Le lot No 1618 (mille six cent dix-huit) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec (autrefois quartier Jacques-Cartier), étant un terrain situé rue Saint-Dominique—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière de \$4.64 payable annuellement le 29 septembre à Alfred Roy, de la cité de Québec, bibliothécaire.

Vente à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIEME jour d'AOUT courant, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 8 août 1918. 2827

[Publication, 10 août 1918].

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec,) CLEMENT DION,
District de Roberval,) marchand, de
No 1488, à savoir :) Sainte-Hedwidge, de-
mandeur ; vs WILFRID BONNEAU, du même
lieu, défendeur.

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro trois cent huit (No 308), du cadastre officiel, du cinquième rang du canton Roberval—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Ledit lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Hedwidge, comté du Lac-Saint-Jean.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hedwidge, comté du Lac-Saint-Jean, MERCREDI, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif.

Roberval, 6 août 1918. 3119—32-2

[Première publication, 10 août 1918.]

the north by P. Moreau, and on the west by Honoré Cloutier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office,

Quebec, 8th August, 1918. 3102—32-2

[First publication, 10th August, 1918.]

[Second publication, 24th August, 1918.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit :) THE CITY OF QUEBEC ;
No. 840.) against DAME FLO-
RE GUAY, wife separate as to property of
Philippe Patry, both of the city of Quebec, and the
said Philippe Patry a party hereto to authorize
his said wife.

The lot No. 1618 (one thousand six hundred and eighteen) of the official cadastre for Saint Roch ward, of the city of Quebec (formerly Jacques-Cartier ward), being a lot of land situate on Saint Dominique street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$4.64, payable yearly on the 29th September to Alfred Roy, of the city of Quebec, librarian.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 10th August, 1918. 2828

[Publication, 10th August, 1918].

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec,) CLEMENT DION,
District of Roberval,) merchant, of
No. 1488, to wit :) Sainte-Hedwidge, plain-
tiff ; vs WILFRID BONNEAU, of the same
place, defendant.

The lot of land now known and designated under the number three hundred and eight (No. 308), of the official cadastre, of the fifth range of the township of Roberval—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. The said lot of land being situated in the parish of Sainte-Hedwidge, county of Lake Saint-John.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Hedwidge, county of Lake Saint-John, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff.

Sheriff's office.

Roberval, 6th August, 1918. 3120—32-2

[First publication, 10th August, 1918.]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Malbaie, à savoir: } **WILFRID LALIBERTE**,
 No 227. } **TE**, avocat, de
 Victoriaville, demandeur; contre **JOSEPH SIMARD**, de Chute Nairns, et **CYRILLE LALLIER**, de Victoriaville, défendeurs.

Un lopin de terre ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, dans le rang sud-ouest de la rivière, faisant partie du lot numéro (624) six cent vingt-quatre du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, contenant le dit terrain soixante pieds de profondeur, à partir du terrain de Joseph Bergeron, sur quatre-vingt-dix pieds de front, plus ou moins, borné comme suit: en front au nord-ouest à la route du pont, en arrière au sud-est au terrain de Edgard Lapointe et de l'autre côté au sud-ouest au terrain de Joseph Bergeron—avec toutes les bâtisses construites sur le dit emplacement, y compris les droits de passage que possède le vendeur sur le terrain du dit Edgard Lapointe, pour aller puiser de l'eau à une source d'eau.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice à la Malbaie, le **DOUZIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

Le shérif,
ELIE MALTAIS.

Bureau du shérif.

Malbaie, 7 août 1918. 3103—32-2
 [Première publication, 10 août 1918.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, } **L. - R. BEAU-**
 Province de Québec, } **L. CHAMP**, de-
 District de Terrebonne, } mandeur; vs **DAME**
 No 1118. } **A. BELANGER** et
 vir., défendeurs, à savoir:

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Columban, comme faisant partie du lot numéro cinquante-six (No 56), contenant, ladite partie de lot, trois arpents de largeur par environ dix à douze arpents de profondeur, plus ou moins, et borné en front par le chemin public, en arrière par le résidu dudit lot 56, appartenant à Thomas Murphy ou représentants, au nord-est par le lot 55 (cinquante-cinq), et au sud-est par le lot cinquante-sept (57)—avec bâtisses dessus érigées. A retrancher de ce lot un morceau d'un arpent de largeur et d'un arpent et demi de profondeur, situé du côté du terrain de Dubois, au coin, avec une maison y érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Columban, dit district, le **ONZIEME** jour de **SEPTEMBRE** 1918, à **DEUX** heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, 1er août 1918.
 3105—32-2
 [Première publication, 10 août 1918.]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Malbaie, to wit: } **WILFRID LALIBERTE**,
 No.227. } **advocate**, of Victoriaville,
 plaintiff; against **JOSEPH SIMARD**, of Nairns Falls, and **CYRILLE LALLIER**, of Victoriaville, defendants.

That parcel of land or emplacement situate in the parish of Saint-Etienne-de-la-Malbaie, in the range southwest of the river, forming part of the lot number six hundred and twenty four (624) of the official cadastre of the parish of Saint Etienne-de-la-Malbaie, containing said parcel of land sixty feet in depth, commencing at the land of Joseph Bergeron, by ninety feet in front, more or less, bounded as follows: in front to the northwest by the road leading to the bridge, in rear to the southeast by the land of Edgard Lapointe, and on the other side to the southwest by the land of Joseph Bergeron—with all the buildings erected on said emplacement, together with a right of way held by the seller on the land of Edgard Lapointe, to get his supply of water from a spring.

To be sold at my office, at the Courth House, of La-Malbaie, on the **TWELFTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,
 Sheriff.

Sheriff's office.

Malbaie, 7th August, 1918. 3104—32-2
 [First publication, 10th August, 1918.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } **L. - R. BEAU-**
 Province of Quebec, } **L. CHAMP**, plain-
 District of Terrebonne, } tiff; vs **DAME A.**
 No. 1118. } **BELANGER** et
 vir., defendants, to wit:

That certain lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Columban, as forming part of the lot number fifty six (No. 56), containing, said part of lot, three arpents in width by about ten to twelve arpents in depth, more or less, and bounded in front by the public road, in rear by the residue of said lot 56, belonging to Thomas Murphy or representatives, on the northeast by the lot (55) fifty five, and on the southeast by the lot fifty seven (57)—with buildings thereon erected. To be deducted therefrom a piece of land of one arpent in width by one arpent and a half in depth, situate on the side of the land of Dubois, at the corner, with a house thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the parish of Saint-Columban, said district, on the **ELEVENTH** day of **SEPTEMBER**, 1918, at **TWO** o'clock in the afternoon.

J.-W. CYR,
 Sheriff.

Sheriff's office.

Sainte-Scholastique, 1st August, 1918.
 3106—32-2
 [First publication, 10th August, 1918.]

Lettres patentes

"Smith Bros, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3 août 1918 constituant en corporation MM. Lazarus Millman, avocat, Paul-E. Bourret, agent, Aaron Millman, agent d'immeubles, Max Getz, pharmacien, Isidore Getz, droguiste, de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer sous toutes ses formes le commerce de la fabrication, de l'importation et de l'exportation en gros et au détail de l'argenterie, des objets d'or, des montres, diamants et articles de bijouterie de toutes sortes ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir et jouir de toute propriété mobilière et immobilière, des franchises, achalandage, patentes, marques de commerce, droits et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, société ou compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucun commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, et assumer le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie ;

Souscrire, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de crédit, chèques, connaissements, traites, débentures et autres instruments négociables et transférables ;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Smith Bros, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'août 1918.

L'assistant-secrétaire de la province,

3063-32-2

C. J. SIMARD.

"B. Ram, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2 août 1918, constituant en corporation MM. Lazarus Millman, avocat, Paul-E. Bourret, agent, Aaron Millman, agent d'immeubles, Max Getz, pharmacien, Isidore Getz, droguiste, de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer sous toutes ses formes le négoce d'importateurs et exportateurs en gros et au détail des épices, vins et provisions de toutes espèces ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir et jouir de toute propriété mobilière et immobilière, des franchises, achalandage, patentes, marques de commerce, droits et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, société ou compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucun commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, et assumer le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie ;

Souscrire, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de crédit, chèques, connaissements, traites, débentures et autres instruments négociables et transférables ;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "B. Ram,

Letters patent

"Smith Bros, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd of August 1918, incorporating Messrs. Lazarus Millman, advocate, Paul E. Bourret, agent, Aaron Millman, real estate agent, Max Getz, pharmacist, Isidore Getz, druggist, of Montreal, for the following purposes :

To carry on in all its branches the manufacture, importers, exporters, wholesale and retail of silverware, goldenware, watches, diamonds and jewellerys of all kinds ;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold and enjoy all the property, moveable and immovable, franchises, goodwill, patents, trade marks, rights and privileges held and enjoyed by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for carrying on any similar business to that which this company is authorized to carry on, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, letters of credit, cheques, bills of lading drafts, debentures and other negotiable and transferable instruments ;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on the objects whereof the company is incorporated, under the name of "Smith Bros, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of August 1918.

C.-J. SIMARD,

3064-32-2

Assistant Provincial Secretary.

"B. Ram, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of August, 1918, incorporating Messrs. Lazarus Millman, advocate, Paul E. Bourret, agent, Aaron Millman, real estate agent, Max Getz, pharmacist, Isidore Getz, druggist, of Montreal, for the following purposes :

To carry on in all its branches the business of importers and exporters, wholesale and retail of groceries, wines and provisions of all kinds ;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold and enjoy all the property, moveable and immovable, franchises, goodwill, patents, trade marks, rights and privileges held and enjoyed by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for carrying on any similar business to that which this company is authorized to carry on, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, letters of credit, cheques, bills of lading, drafts, debentures and other negotiable and transferable instruments ;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on the objects whereof the company is incorporated, under the name of "B. Ram, Limited",

Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour d'août 1918.

L'assistant-secrétaire de la province,
3065—32-2 C.-J. SIMARD.

with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the second day of August, 1918.

C.-J. SIMARD,
3066—32-2 Assistant Provincial Secretary

Ministère de l'agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, Monsieur Théodore Comeau, cultivateur, de la paroisse de Saint-Ours, comté de Richelieu, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Ours", avec sa principale place d'affaires dans la ville de Saint-Ours, dans le comté de Richelieu.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 7 août 1918. 3121
Le ministre de l'agriculture,
JOS.-ED. CARON.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Théodore Comeau, farmer, of the parish of Saint Ours, county of Richelieu, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Ours", with its chief place of business in the town of Saint Ours, in the county of Richelieu.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 7th August, 1918.
JOS.-ED. CARON,
3122 Minister of Agriculture.

Action en séparation de biens

No 1747, Cour supérieure, district de Montréal. Dame Marie-Emilia Duquette, épouse de Silas Gaudreau, charretier, tous deux des cité et district de Montréal, a, avec l'autorisation d'un juge de cette cour, institué une action en séparation de biens le 2 août 1918.

Les avocats de la demanderesse,
YVON & TRUDEL.
Montréal, 6 août 1918. 3069—32-5

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 57. Marie-Elodie Guillemette, épouse de Philorum Lacombe, marchand et cordonnier, de la ville de Shawinigan Falls, district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs le dit Philorum Lacombe, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5ième jour d'août 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
LAJOIE & LAJOIE.
Trois-Rivières, 7 août 1918. 3071—32-5

Actions for separation as to property

No. 1747, Superior Court, district of Montreal. Dame Marie-Emilia Duquette, wife of Silas Gaudreau, carter, both of the city and district of Montreal, has, with the authorization of a judge of this Court, instituted an action in separation as to property on August 2nd, 1918.

YVON & TRUDEL,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, August 6th, 1918. 3070—32-5

Canada, province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 57. Marie-Elodie Guillemette, wife of Philorum Lacombe, merchant and shoemaker, of the city of Shawinigan Falls, district of Three Rivers, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Philorum Lacombe, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 5th day of August, 1918.

LAJOIE & LAJOIE,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 7th August, 1918. 3072—32-5

Avis divers

Avis est donné au public conformément à l'article 7299a des Statuts refondus, 1909, que la "Canada & Gulf Terminal Railway Company", corps politique et incorporé, ayant son bureau

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given in accordance with article 7299a of the Revised Statutes, 1909, that Canada & Gulf Terminal Railway Company, a body politic and corporate, with head office at

chef à Mont-Joli, P. Q., à l'intention de construire une écluse sur la rivière Matane, au lot 276, rang I N. W. et au lot No 328, rang I N. E. de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, comté de Matane, province de Québec.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Matane.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en Conseil ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

L'avocat,

GEORGE PARENT.

"Canada & Gulf Terminal Railway". 3073

Canada, province de Québec, district de Montréal.

REGLEMENT No 4,

De la Compagnie des Jouets Bruyère limitée, décrétant le changement du siège principal des affaires de la compagnie des Jouets Bruyère, limitée.

Le siège principal des affaires de la Compagnie des Jouets Bruyère limitée, qui était en la ville Laval-de-Montréal, est, par le présent, transféré en la cité des Trois-Rivières, province de Québec.

Daté à Montréal, ce quatrième jour de juillet mil neuf cent dix-huit.

Président de

La Compagnie des Jouets Bruyère, limitée,
H.-P. BRUYERE,

Je soussigné, secrétaire-trésorier de La Compagnie des Jouets Bruyère, limitée, certifie, par les présentes, que le règlement ci-dessus, changeant le siège principal des affaires de la compagnie, a été soumis le quatre juillet mil neuf cent dix-huit et approuvé par le vote des actionnaires représentant les deux-tiers en valeur du capital à une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cet effet.

Daté à Montréal, ce quatrième jour de juillet, mil neuf cent dix-huit.

Le secrétaire-trésorier de

La Compagnie des Jouets Bruyère, limitée,
3109 J.-E. GOUDREAU.

MOUNT BRUNO COUNTRY CLUB, INCORPORATED.

REGLEMENT NO XVII.

Règlement pour augmenter le nombre des directeurs.

Qu'il soit statué ce qui suit, par les directeurs du "Mount Bruno Country Club, Incorporated", comme règlement de la corporation :

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est par le présent porté de cinq à treize ;

2. Le bureau des directeurs peut, de temps à autre, entre la ratification de ce règlement et la prochaine assemblée annuelle, élire au conseil de direction les actionnaires de la compagnie qui sont qualifiés jusqu'à l'élection d'un nombre suffisant pour constituer un conseil plénier, en sus du nombre actuel de directeurs ;

3. Jusqu'à l'élection d'un conseil de direction plénier, les affaires de la corporation seront adm-

Mont-Joli, P. Q., intends to execute the following work, being a dam across the Matane River, at lot No. 276, range I N. W. and lot No. 328, range I, N. E. of the parish of Saint-Jérôme-de-Matane, Matane county, Province of Quebec.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied with a plan and specifications showing the nature of the work and the lands which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Matane.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the 10th day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

GEORGE PARENT,

Attorney.

Canada & Gulf Terminal Railway. 3074

Canada, Province of Quebec, district of Montreal.

BY-LAW No. 4,

Of "La Compagnie des Jouets Bruyère, limitée" changing the head office of "La Compagnie des Jouets Bruyère, limitée".

The head office of "La Compagnie des Jouets Bruyère, limitée" which was in the town of Laval-de-Montréal, is hereby transferred to the city of Three Rivers, Province of Quebec.

Dated at Montreal, this fourth day of July, one thousand nine hundred and eighteen.

H.-P. BRUYERE,

President of

La Compagnie des Jouets Bruyère, limitée.

I, the undersigned, secretary-treasurer of "La Compagnie des Jouets Bruyère, limitée", certify, by these presents, that the above by-law changing the head office of the company was, on the fourth July, one thousand nine hundred and eighteen, submitted to and approved by the vote of the shareholders representing the two-thirds in value of the capital stock, at a general special meeting duly called for considering the same.

Dated at Montreal, this fourth day of July, one thousand nine hundred and eighteen.

J.-E. GOUDREAU,

Secretary-treasurer of

3110 La Compagnie des Jouets Bruyère, limitée.

MOUNT BRUNO COUNTRY CLUB, INCORPORATED.

BY-LAW NO. XVII.

A by-law to increase the number of directors.

Be it enacted by the directors of "Mount Bruno Country Club, Incorporated", as a by-law of the company as follows :

1. The number of directors of the company is hereby increased from five to thirteen ;

2. The board of directors may, from time to time, between the confirmation of this by-law and the next annual meeting, elect to the board qualified shareholders of the company until there shall have been elected, in addition to the present number of directors, a sufficient number to make a full board ;

3. Until a full board is elected, the present number of directors and the shareholders from

nistrées par les directeurs actuels et les actionnaires par eux choisis de temps à autre pour agir comme tels ;

4. Le règlement No V est amendé en substituant le mot "treize" au mot "cinq" là où il se rencontre.

Je, soussigné, secrétaire du "Mount Bruno Country Club, Incorporated", certifie par le présent que la précédente est une copie conforme du règlement No XVII de ladite corporation, statué et adopté par les directeurs, le 6 août 1918, et approuvé par les actionnaires de ladite compagnie réunis en assemblée générale spéciale tenue le 6 août 1918.

Le secrétaire,

F.-G. BUSH.

Montréal, 6 août 1918.

3115

time to time elected by them as directors shall manage the affairs of the company;

4. By-law No. V is amended by inserting the word "thirteen" instead of the word "five" where it appears therein.

I, the undersigned, secretary of "Mount Bruno Country Club, Incorporated", hereby certify that the above is a true copy of by-law No. XVII of said company, enacted and adopted by the directors on the 6th day of August, 1918, and approved at a special general meeting of the shareholders of said company held on the 6th day of August, 1918.

F.-G. BUSH,

Secretary.

Montreal, 6th August, 1918.

3116

Compagnie autorisée à faire des affaires

La Compagnie "Mutual Colonization and Development Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. J.-A. Bigonnesse, M. D., de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 3 août 1918.

3079

Company authorized to do business

The company "Mutual Colonization and Development Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. J.-A. Bigonnesse, M. D., of Montreal.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 3rd August, 1918.

3080

Faillite—Avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 143. *In re* : Frank Kay, "The Kay Dyeing Co. Reg'd.", Montreal, insolvable.

Avis est donné que le 7 août 1918, le dit insolvable a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Montréal, tel que pourvu par la loi.

Pour le gardien provisoire,

VINET & DUFRESNE

99 rue Saint-Jacques, Montréal.

10 août 1918.

3075

Notice of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 143. *In re* : Frank Kay "The Kay Dyeing Co. Reg'd.", Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 7th August, 1918, the said insolvent has filed his statement in the prothonotary's office of the district of Montreal, as provided by law.

VINET & DUFRESNE,

For the provisional guardian.

99 Saint James street, Montreal.

10th August, 1918.

3076

Province de Québec, district de Montcalm, Cour supérieure. Dans l'affaire de Théodore Lafontaine et Dame Eléonore Normandin, Mont-Laurier, Qué.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, lundi, le 26 août 1918.

Toute contestation doit être déposée entre nos mains avant la date susmentionnée.

TURCOTTE & MERRILL.

97 rue Saint-Jacques, Montréal.

3077

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court. In the matter of Theodore Lafontaine and Dame Eleonore Normandin, Mont-Laurier, Que.

Notice is hereby given that a second and final dividend has been declared and will be paid at our office, on Monday, the 26th of August, 1918.

Any contestation must be deposited with us before the date above mentioned.

TURCOTTE & MERRILL.

97 Saint James street, Montreal.

3078

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 19. "The Gault Brothers Company, Limited", demanderesse-

Canada, Province of Quebec, district of Saint-François, Superior Court, No. 19. "The Gault Brothers Company, Limited", plaintiff-credi-

créancière ; vs Dame Angéline Demerse *et vir*, défendeurs-débiteurs.

Avis est par le présent donné que ledit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sherbrooke, district de Saint-François.

Le gardien provisoire,

F.-J. MARTIN.

Par le procureur,

W.-H. LYNCH.

Sherbrooke, 2 août 1918.

3113

tors ; vs Dame Angéline Demerse *et vir*, defendant-debtors.

Notice is hereby given by these presents that the said defendant-debtor, has made, this day, a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, at Sherbrooke, in the district of Saint-François.

F.-J. MARTIN,

Provisional guardian.

Per the attorney,

W.-H. LYNCH.

Sherbrooke, 2nd August, 1918.

3114

Liquidation—Avis de

SOUMISSIONS DEMANDÉES

En vertu de la loi des liquidations.

"Missisquoi Marbles, Limited", en liquidation.
Par ordonnance judiciaire :

Des soumissions cachetées seront reçues par le soussigné jusqu'à mercredi, le 28 août 1918, pour l'actif consistant en un terrain et une carrière situés à ou près du village de Philipsburg, dans le comté de Missisquoi, province de Québec ; l'installation, les fixtures, l'assortiment manufacturé ou brut, les matériaux, l'outillage d'industrie et les effets (autres que les dettes de livres cédées), l'achalandage ainsi que tous les contrats présents et futurs de la corporation précitée, appartenant à la dite compagnie que détient actuellement le liquidateur ou qu'il détiendra le 28 d'août.

L'actif sera vendu en huit lots compris comme suit : une soumission globale peut aussi être offerte, mais elle devra indiquer en détail le montant offert pour chaque lot, la dite liste des prix devant être égale au montant de l'offre globale.

Lot 1.—Terrain et carrière suivant cédule et comprenant les lots 40-41 de la paroisse de Saint-Armand-Ouest, les lots partie 2, 2-A, 76, 77, 78, partie 84, partie 106, partie 107, partie 115, 116, partie 5 du village incorporé de Philipsburg ; bâtisses comprenant générateur électrique, scierie, boutique de parachèvement, four à chaux, bureaux et logements d'employés, usine et machines avec locomotive ;

Lot 2.—La majeure partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné comme étant le lot cadastral 2, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Philipsburg, dans le comté de Missisquoi, province de Québec, sauf et excepté un emplacement au coin nord-ouest du dit lot No 2 de 200 x 300 pieds ;

Lot 3.—Les lots de terre connus et désignés comme étant les lots du cadastre Nos 22, 23 et 25, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Philipsburg—avec les bâtisses dessus construites, lesquelles sont plus spécialement connues comme étant l'hôtel Missisquoi. L'acquéreur du dit lot devra assumer l'obligation hypothécaire de \$3,500.00 qui grève cette propriété ;

Lot 4.—Le lot de terre connu et désigné comme étant le lot cadastral No 110, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Philipsburg—avec les bâtisses dessus construites ;

Lot 5 A.—Assortiment de blocs tirés de la carrière, marbres polis et importés (évalués à \$59,000.00) ;

Winding up Notice

TENDERS WANTED

Under the Winding-Up Act.

Missisquoi Marbles Limited, in liquidation.
Under order of the Court :

Sealed tenders will be received by the undersigned until Wednesday, 28th day of August, 1918, for the assets consisting of land and quarry situés at or near the village of Philipsburg, in the county of Missisquoi, Province of Quebec ; plant, fixtures, stock (manufactured or otherwise), materials, implements of trade and effects (other than books debts assigned), good-will and all pending and future contracts of the above named company, now remaining or which on the 28th day of August, 1918, will be remaining in the hands of the liquidator belonging to the said company.

The assets will be sold in eight parcels comprised as follows : A tender may also be submitted *en bloc*, but such tenders must show in detail the amount bid in respect of each lot, which said list of bids shall aggregate the tender price.

Lot 1.—Land and quarry as per schedule and comprising: lots 40-41 of the parish of Saint Armand West, lots part 2, 2-A, 76, 77, 78, part 84, part 106, part 107, part 115, 116, part 5 of the incorporated village of Philipsburg ; buildings including power house, saw mill, finishing shop, lime kiln, offices and employees' residences, etc, plant and machinery including locomotive ;

Lot 2.—The greatest north-west portion of that certain lot of land, known and designated as cadastral lot 2, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Philipsburg, in the county of Missisquoi, Province of Quebec, save and except an emplacement in the north-west corner of said lot 2 of 200 feet x 300 feet ;

Lot 3.—Those certain lots of land, known and designated as cadastral lots Nos. 22, 23 and 25, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Philipsburg—with the buildings located thereon, which premises are more particularly known as the Missisquoi Hotel. The purchaser of this lot will be required to assume the mortgage on this property, amounting to \$3,500.00 ;

Lot 4.—That certain lot of land known and designated as cadastral lot No. 110, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Philipsburg—with the buildings thereon erected ;

Lot 5 A.—Stock of quarried blocks, sawn slabs and imported marble, (estimated value \$59,000.00).

B. Marbre poli et partiellement poli comprenant les contrats sous exécution pour l'hôtel du gouvernement de la puissance, le Mausolée "Mount Pleasant", etc., L'acheteur de ce lot devra prendre charge des contrats pour lesquels ce marbre a été fabriqué et assumer l'obligation de les compléter, à la décharge de la compagnie;

(Evaluation du travail fait à date: \$45,000).

Un dépôt de \$10,988.00 a été fait sur le contrat en premier lieu nommé et se trouve inclus dans les comptes recevables cédés et ne doit pas être considéré comme faisant partie de la valeur du contrat.

(Des offres séparées doivent être faites pour "A" et "B");

Lot 6.—Approvisionnement et matériaux comprenant outils séparés, sections de machines, charbon, bois, tiges de fer, sables et divers, évalués à..... \$ 12,000.00
Ameublement de bureaux..... 1,976.00
Cheval et voiture..... 170.00
100 actions Smith Marble & Construction Coy., Ltd, valeur au pair \$ 10,000.00

Lot 7.—Dettes de livres (non cédées) y compris créances douteuses..... \$ 114,250.27 \$124,243.49

Lot 8.—1245 actions fonds social de la Philipsburg Railway & Quarry Coy., valeur au pair... \$124,500.00
(Ces actions sont nanties à la Banque Canadienne du Commerce comme garantie et leur vente est sujette à arrangement satisfaisant avec la Banque).

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque certifié par une banque à chartre, à l'ordre du liquidateur pour un montant d'au moins 10% de l'offre. Il sera confisqué si les soumissionnaires ne complètent pas la vente lorsqu'ils en seront requis.

Une description détaillée de la propriété et de l'actif de la compagnie peut être examinée au bureau du liquidateur, qui doit recevoir toutes les demandes de renseignements et la propriété peut être inspectée par appointment.

Les soumissions seront soumises à l'approbation des actionnaires ainsi qu'à l'autorisation de la Cour, et on ne s'engage pas à accepter la plus basse soumission ni aucune autre.

Le liquidateur,

F.-W. SHARP.

Bureau de Sharp, Milne & Company,
511 Immeuble "Power".
Montréal, Qué.

3111—32-2

Vente par licitation

Province de Québec, district d'Arthabaska.
Cour supérieure. No 48.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Arthabaska, dans le district d'Arthabaska, le 18 juin 1918, dans une cause dans laquelle John MacDougall, Albert Smith, Maurice-J. Smith, Frédéric-A. Smith, tous cultivateurs, du canton de Durham, district d'Arthabaska; Flore-Anne Smith, épouse séparée de biens de H.-F. McLean commerçant, de Minneapolis, dans le Minnesota, l'un des états-unis d'Amérique, et le dit H.-F. McLean, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse; Eva-M. Smith, épouse séparée de biens de Alvah Cross, cultivateur, du canton de Durham, district d'Arthabaska, et le dit

B. Finished and partly finished marble comprising contracts in course of progress for Dominion Parliament Building, Mount Pleasant Mausoleum, etc. The purchaser of this lot will be required to assume the contracts for which this marble was fabricated and undertake the liability for the completion of the same to the exoneration of the company.

(Estimated value of work completed to date, \$45,000.00).

A deposit of \$10,988.00 has been made on the first named contract and is included in the accounts receivable assigned and is not to be considered as a part of the value of the contract.

(Separate bids must be entered in respect of "A" and "B");

Lot 6.—Stores and material on hand including loose tools, machinery parts, coal, lumber, scrap iron, sand and sundry stores, valued at..... \$ 12,000.00
Office furniture..... 1,976.00
Horse and rig..... 170.00
100 shares Smith Marble & Construction Company, Limited, per value..... 10,000.00

Lot 7.—Book debts (unassigned) including doubtful accounts \$114,250.27..... \$124,243.49

Lot 8.—1245 shares capital stock Philipsburg Railway & Quarry Company, per value..... \$124,500.

(These shares are pledged with the Canadian Bank of Commerce as security and the sale is subject to a satisfactory arrangement with them).

Each tender must be accompanied by an accepted cheque on a chartered bank to the order of the liquidator for a sum not less than 10% of the amount of the tender, which will be forfeited if the parties tendering fail to complete the sale on being called upon to do so.

A detailed description of the property and assets of the Company can be seen at the office of the liquidator to whom all enquiries should be addressed and the property can be viewed by arrangement.

Tenders will be submitted for the approval of the inspectors and the authorization of the Court, and the lowest or any tender not necessarily accepted.

F.-W. SHARP,

Liquidator.

Office of Sharp, Milne & Company,
511 Power Building.
Montreal, Que.

3112—32-2

Sale by licitation

Province of Quebec, district of Arthabaska,
Superior Court. No. 48.

Public notice is hereby given, that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Arthabaska, in the district of Arthabaska, rendered on the 18th June, 1918, in a cause wherein John MacDougall, Albert Smith, Maurice-J. Smith, Frederick-A. Smith, all farmers, of the township of Durham, district of Arthabaska; Flora-Ann Smith, wife separated as to property of H.-F. McLean, trader, of Minneapolis, in the state of Minnesota, one of the United States of America, and the said H.-F. McLean, a party hereto to authorize his said wife; Eva-M. Smith, wife separated as to property of Alvah Cross, farmer, of the township of Durham, district of Ar-

Alvah Cross partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse ; Cecil-J. Smith, de Hartford, dans le Connecticut, l'un des états-unis d'Amérique ; Ada-M. Smith, épouse séparée de biens de H.-M. Whitney, de Calgary, dans la province d'Alberta, Jennie-E. Smith, épouse séparée de biens de Elsworth Cross, de Sherbrooke, district de Saint-François, et les dits H.-M. Whitney et Elsworth Cross parties aux présentes pour autoriser leur épouse respective, et Ernest-J. Smith, de Muskegon Heights, dans le Michigan, l'un des états-unis d'Amérique, sont les demandeurs ; et Georges-R. Smith, cultivateur, du canton de Durham, personnellement et aussi en sa qualité de curateur à John Smith, absent, est le défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles ci-dessus désignés comme suit, savoir :

(a) La moitié sud-ouest et la moitié nord-est de la moitié nord-ouest du lot numéro un du deuxième rang du canton de Wickham, contenant 150 acres en superficie, plus ou moins, maintenant connue et désignée comme étant les lots 39 et 38, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wickham ;

(b) La moitié sud-est de la moitié sud-est du lot numéro deux du deuxième rang du canton de Wickham, contenant 50 acres en superficie, plus ou moins, maintenant connue et désignée comme étant le lot numéro 40, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wickham ;

(c) La moitié nord-ouest de la demi-sud-est du même lot numéro deux du deuxième rang du canton de Wickham, contenant 50 acres en superficie, plus ou moins, maintenant connue et désignée comme étant les numéros 41 et 42, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wickham ;

(d) La partie centre de la demi-sud-ouest du lot numéro deux dans le premier rang du canton de Wickham, contenant environ 50 acres en superficie, plus ou moins, maintenant connue et désignée comme étant le lot numéro 25, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wickham ;

(e) La demi-sud-ouest du lot numéro cinq dans le huitième rang du canton de Wickham, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, maintenant connue et désignée comme étant le numéro 401, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wickham ;

(f) La demi-nord-est du lot numéro 25 dans le deuxième rang du canton de Durham, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, maintenant connue et désignée comme étant le lot numéro 47, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Durham ;

(g) Le lot portant le numéro 192, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Durham, contenant environ un arpent en superficie ;

(h) La moitié sud-est de la demi-nord-ouest du lot numéro vingt-deux dans le quatrième rang du canton de Durham, contenant 50 acres en superficie, plus ou moins, maintenant connue et désignée comme étant le lot numéro 246, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Durham ;

(i) La moitié sud-ouest de la demi-nord-ouest du lot numéro vingt-trois dans le quatrième rang du canton de Durham, contenant 50 arpents en superficie, plus ou moins, maintenant connue et désignée comme la partie sud-ouest du lot numéro 242, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Durham ; bornée au nord-est par Pierre Raymond, au sud-est par M.-A. Riff, au sud-ouest par le chemin de front, et au nord-ouest par Horm. Grandmont et E. Cloutier ;

thabaska, and the said Alvah Cross a party hereto to authorize his said wife ; Cecil-J. Smith, of Hartford, in the state of Connecticut, one of the United States of America ; Ada-M. Smith, wife separated as to property of H.-M. Whitney, of Calgary, in the Province of Alberta, Jennie-E. Smith, wife separated as to property of Elsworth Cross, of Sherbrooke, district of Saint Francis, and the said H.-M. Whitney and Elsworth Cross parties hereto to authorize their respective wives, and Ernest-J. Smith, of Muskegon Heights, in the state of Michigan, one of the United States of America, are plaintiffs ; and Georges-R. Smith, farmer, of the township of Durham, both personally and also in his quality of curator to John Smith, of unknown parts, is the defendant, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit :

(a) The south west half and the north east half of the north west half of the lot number one of the second range of the township of Wickham, containing 150 acres in superficies, more or less, now known and designated as being the lots 39 and 38, on the official plan and book of reference of Wickham township ;

(b) The south east half of the south east half of the lot number two of the second range of the township of Wickham, containing 50 acres in superficies, more or less, now known and designated as being the lot number 40, on the official plan and book of reference of the Wickham township.

(c) The north west half of the south east half of the same lot number two of the second range of the township of Wickham, containing 50 acres in superficies, more or less, now known and designated as being the numbers 41 and 42, on the official plan and book of reference of Wickham township ;

(d) The middle part of the south west half of the lot number two in the first range of the township of Wickham, containing about 50 acres in superficies, more or less, now known and designated as being the lot number 25, on the official plan and book of reference of the township of Wickham ;

(e) The south west half of the lot number five in the eighth range of the township of Wickham, containing one hundred acres in superficies, more or less, now known and designated as being the number 401, on the official plan and book of reference of the township of Wickham ;

(f) The north east half of the lot number 25 in the second range of the township of Durham, containing one hundred acres in superficies, more or less, now known and designated as being the lot number 47, on the official plan and book of reference for the township of Durham ;

(g) The lot bearing the number 192, on the official plan and book of reference for the township of Durham, containing about one arpent in superficies ;

(h) The south east half of the north west half of the lot number twenty two in the fourth range of the township of Durham, containing 50 acres in area, more or less, now known and designated as being the lot number 246, on the official plan and book of reference for the township of Durham ;

(i) The southwest half of the north west half of the lot number twenty three in the fourth range of the township of Durham, containing 50 arpents in area, more or less, now known and designated as the southwest part of the lot number 242, on the official plan and book of reference for the township of Durham ; bounded on the north east by Pierre Raymond, on the south east by M.-A. Riff, on the south west by the front road, and on the north west by Horm. Grandmont and E. Cloutier ;

(j) Les terrains suivants situés dans la province de Manitoba, et comprenant le quart nord-est de la section dix-sept (17) et le quart sud-est de la section vingt (20), tous deux situés dans le canton six (township 6) et dans le rang huit (range 8), à l'est du premier méridien, dans la dite province du Manitoba; exceptée cette partie du dernier immeuble prise comme droit de passage par le Manitoba and South Eastern Railway, suivant plan enregistré dans la "Winnipeg Land Titles Office", sous le numéro 578; les dits terrains possédés par la communauté de biens en vertu d'un titre consenti à John MacDougall, l'un des demandeurs, le 30 octobre 1914, et dûment enregistré.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère séparément et adjugés dans chaque cas au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la ville d'Arthabaska, à DEUX heures de l'après-midi du dit jour, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposés au greffe du protonotaire de la dite Cour; et toute opposition à fin d'annuler la fin de charge ou à fin de distraire de la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour d'Arthabaska, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Le procureur des demandeurs,

JOSEPH MARIER.

Arthabaska, 25 juillet 1918. 2929-31-2

(j) The following lots of land situate in the Province of Manitoba, and comprising the north east quarter of section seventeen (17) and the south east quarter of section twenty (20), both situated in township 6 and in range eight (range 8), on the east of the first meridian in the said Province of Manitoba; except that part of the latter immoveable taken as right of way by the Manitoba and South Eastern Railway, in accordance with plan registered in the Winnipeg Land Titles Office, under the No. 578; the said lots of land being owned by the community of property in virtue of a deed executed in favor of John MacDougall, one of the plaintiffs, on the 30th October, 1914, and duly registered.

The immoveables above designated will be put up at auction separately and adjudged in each case to the highest and last bidder, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next, sitting the Court, in the court room of the Court House of the town of Arthabaska, at TWO o'clock in the afternoon of the said day, subject to charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court of Arthabaska, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within 6 days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

JOSEPH MARIER,

Attorney for plaintiffs.

Arthabaska, 25th July, 1918. 2930-31-2

VENTE PAR LE SHÉRIF TERREBONNE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 1118. } L. - R. BEAU-CHAMP, demandeur; vs DAME A. BELANGER ET VIR., défendeurs, à savoir :

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Columban, comme faisant partie du lot numéro cinquante-six (No 56), contenant, ladite partie de lot, trois arpents de largeur par environ dix à douze arpents de profondeur, plus ou moins, et borné en front par le chemin public, en arrière par le résidu dudit lot 56, appartenant à Thomas Murphy ou représentants, au nord-est par le lot 55 (cinquante-cinq), et au sud-est par le lot cinquante-sept (57)—avec bâtisses dessus érigées. A retrancher de ce lot un morceau d'un arpent de largeur et d'un arpent et demi de profondeur, situé du côté du terrain de Dubois, au coin, avec une maison y érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Columban, dit

SHERIFF'S SALE TERREBONNE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 1118. } L. - R. BEAU-CHAMP, plaintiff; vs DAME A. BELANGER ET VIR., defendants, to wit :

That certain lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Columban, as forming part of the lot number fifty six (No. 56), containing, said part of lot, three arpents in width by about ten to twelve arpents in depth, more or less, and bounded in front by the public road, in rear by the residue of said lot 56, belonging to Thomas Murphy or representatives, on the northeast by the lot (55) fifty five, and on the southeast by the lot fifty seven (57)—with buildings thereon erected. To be deducted therefrom a piece of land of one arpent in width by one arpent and a half in depth, situate on the side of the land of Dubois, at the corner, with a house thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the parish of Saint-Columban, said district, on the

district, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE 1918, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, 1er août 1918.

3105—32-2

[Première publication, 10 août 1918.]

TENTH day of SEPTEMBER, 1918, at ONE o'clock in the afternoon.

J.-W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's office.

Sainte-Scholastique, 1st August, 1918.

3106—32-2

[First publication, 10th August, 1918.]

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser "*Gazette Officielle*", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS ; SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

2715

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address "*The Official Gazette*", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW ; OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Québec, 4th April, 1914.

2716

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 32.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Côté vs Bisson.....	1557
" Desrochers vs Dumont.....	1557
" Dessaints vs Thibault.....	1557
" Duquette vs Gaudreau.....	1578
" Duval vs Duval.....	1558
" Guillemette vs Lacombe.....	1578
" Hallé vs Brisson.....	1557
" Lambert vs Boisvert.....	1558
" Lemieux vs Laferrière.....	1558
" Morin vs Bourdon.....	1557
" Ouellet vs Pineault.....	1557

Index of the Quebec Official Gazette, No. 32.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Côté vs Bisson.....	1557
" Desrochers vs Dumont.....	1557
" Dessaints vs Thibault.....	1557
" Duquette vs Gaudreau.....	1578
" Duval vs Duval.....	1558
" Guillemette vs Lacombe.....	1578
" Hallé vs Brisson.....	1557
" Lambert vs Boisvert.....	1558
" Lemieux vs Laferrière.....	1558
" Morin vs Bourdon.....	1557
" Ouellet vs Pineault.....	1557

ANNONCEURS, AVIS AUX..... 1585 ADVERTISERS, notice to..... 1585

AVIS DIVERS :—

Canada & Gulf Terminal Railway Coy..	1578
Compagnie des Tramways de Montréal...	1559
J.-A. Ogden, notaire suspendu.....	1559
Joseph-Henri Marin, notaire suspendu...	1558
Joseph-Stanislas Lamarche, notaire suspendu.....	1559
La Cie des Jouets Bruyère, ltée.....	1579
Mount Bruno Country Club, Incorporated	1579

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Canada & Gulf Terminal Railway Coy..	1578
Montreal Tramways Company.....	1559
J.-A. Ogden, notary suspended.....	1559
Joseph-Henri Marin, notary suspended..	1558
Joseph-Stanislas Lamarche, notary suspended.....	1559
La Cie des Jouets Bruyère, ltée.....	1579
Mount Bruno Country Club, Incorporated	1579

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES : COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

Mutual Colonization and Development Company, Ltd.....	1580
---	------

Mutual Colonization and Development Company, Ltd.....	1580
---	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE — DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Syndics d'écoles dissidentes.....	1554
-----------------------------------	------

Trustees of dissentient schools.....	1554
--------------------------------------	------

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—

Bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec.....	1555
---	------

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec.....	1555
--	------

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Canadian Trust Coy.....	1556
Montreal Trust Coy.....	1556
Patriotic Workers of Magog.....	1555
The Canada Trust Coy.....	1555
The Capital Trust Corporation, Ltd....	1555
The Eastern Trust Coy.....	1556
The Morgan Trust Coy.....	1556
The Prudential Trust Coy, Ltd.....	1556
The Quebec Savings Trust Coy.....	1556

TREASURY DEPARTMENT :—

Canadian Trust Coy.....	1556
Montreal Trust Coy.....	1556
Patriotic Workers of Magog.....	1555
The Canada Trust Coy.....	1555
The Capital Trust Corporation, Ltd....	1555
The Eastern Trust Company.....	1556
The Morgan Trust Coy.....	1556
The Prudential Trust Coy, Ltd.....	1556
The Quebec Savings Trust Coy.....	1556

FAILLITE—AVIS DE :—

Demerse (Dme) <i>et vir</i> , cession.....	1580
Kay, cession.....	1580
Lafontaine <i>et al</i> , dividende.....	1580
Ste-Marie & Fils, nom. de curateur.....	1560

BANKRUPT NOTICES :—

Demerse (Dme) <i>et vir</i> , assignment.....	1580
Kay, assignment.....	1580
Lafontaine <i>et al</i> , dividend.....	1580
Ste-Marie & Fils, curator's appt.....	1560

LETTRES PATENTES :—

B. Ram, Ltd.....	1577
Cavers Auto Garage & Supply Coy, Ltd.	1551
Delorimier Hôtel, ltée.....	1549
Eastern Machinery, Ltd.....	1552
La Cie Edgar Becman, incorporée.....	1548
Le Foyer, ltée.....	1550
Smith Bros. Ltd.....	1577

LETTERS PATENT :—

B. Ram, Ltd.....	1577
Cavers Auto Garage & Supply Coy, Ltd.	1551
Delorimier Hôtel, ltée.....	1549
Eastern Machinery, Ltd.....	1552
La Cie Edgar Becman, incorporée.....	1548
Le Foyer, ltée.....	1550
Smith Bros. Ltd.....	1577

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

La Cie de lainage de Rimouski.....	1554
St. Maurice Mines Coy. Ltd.....	1553

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

La Cie de lainage de Rimouski.....	1554
St. Maurice Mines Coy. Ltd.....	1553

LIQUIDATION :—

Cooper's, Ltd.....	1560
La Compagnie d'assurance contre l'incendie de Rimouski.....	1560
Missisquoi Marbles, Ltd.....	1581

WINDING UP :—

Cooper's, Ltd.....	1560
The Rimouski Fire Insurance Company.	1560
Missisquoi Marbles, Ltd.....	1581

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Société coopérative agricole de Saint-Ours	1578
--	------

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Société coopérative agricole de Saint-Ours	1578
--	------

MINUTES DE NOTAIRE—TRANSFERT DE :—

Demande par Jules Côté, N. P.....	1562
Demande par M. Yves Montreuil.....	1562

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—

Application by Jules Côté, N. P.....	1562
Application by Mr. Yves Montreuil.....	1562

NOMINATIONS :—

Commissaires d'écoles : Pointe-à-la-Savanne, Lac Saint-Jean.....	1554
Commissaires d'écoles: Côte Saint-Michel	1554
Géolier de la prison commune: district d'Ottawa.....	1545
Juges de paix: district d'Ottawa, Québec, Saguenay.....	1545

PROCLAMATION :—

Municipalité de la partie nord de la paroisse de l'Annonciation.....	1546
--	------

VENTES PAR LICITATION :—

Allard vs Deziel.....	1563
MacDougall <i>et al</i> vs Smith.....	1582
Senecal (Dme) vs Lamy dit Delorme.....	1562

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

La corporation de la ville de Black-Lake vs Henri.....	1563
La corporation de la ville de Black-Lake vs Hamel.....	1564
La corporation de la ville de Black-Lake vs Provost.....	1564
Turcotte vs Gagnon.....	1565

BEAUCE :—

Tanguay vs Boisvert.....	1565
--------------------------	------

KAMOURASKA :—

Lapointe <i>et al</i> vs la Cie électrique des Trois-Pistoles.....	1565
--	------

MONTREAL :—

Beaulac vs Dambrosio.....	1569
Bédard vs Le Crédit Stadacona, ltée.....	1568
Déary <i>ès-qual.</i> vs Gervais.....	1570
Guy <i>èsq. et al</i> vs Roy.....	1569
Hand vs Dme Chapman.....	1568
Kydd vs Larcher.....	1571
La Banque d'Hochelaga vs Ste-Marie <i>et al.</i>	1566
Latour <i>et al</i> <i>èsq.</i> vs Lavigne.....	1569
Martineau, failli.....	1566
The Montreal Loan & Mortgage Company vs Robitaille.....	1570
The Royal Trust Coy <i>ès-qual.</i> vs Hyland.....	1571
Wilders, Ltd vs Dme Wright.....	1567

OTTAWA :—

Clément vs Coulombe.....	1572
--------------------------	------

QUÉBEC :—

Bilodeau vs Dme Cotter.....	1572
La cité de Québec vs Dme Guay.....	1574
La corporation de la paroisse Notre-Dame-des-Anges-de-Montaban vs Naud.....	1573
Montreuil vs Desputeau <i>et al.</i>	1573

ROBERVAL :—

Dion vs Bonneau.....	1574
----------------------	------

SAGUENAY :—

Laliberté vs Simard <i>et al.</i>	1575
---	------

APPOINTMENTS :—

School Commissioners : Pointe-à-la-Savanne, Lake Saint John.....	1554
School Commissioners: Côte Saint Michel	1554
Jailer of the common jail: District of Ottawa.....	1545
Justices of the peace: district of Ottawa, Quebec, Saguenay.....	1545

PROCLAMATION :—

Municipality of the north part of the parish of l'Annonciation.....	1546
---	------

SALES BY LICITATION :—

Allard vs Deziel.....	1563
MacDougall <i>et al</i> vs Smith.....	1587
Senecal (Dme) vs Lamy dit Delorme.....	1562

SHERIFFS' SALES :—

ARTHABASKA :—

The corporation of the town of Black Lake vs Henri.....	1563
The corporation of the town of Black Lake vs Hamel.....	1564
The corporation of the town of Black Lake vs Provost.....	1564
Turcotte vs Gagnon.....	1565

BEAUCE :—

Tanguay vs Boisvert.....	1565
--------------------------	------

KAMOURASKA :—

Lapointe <i>et al</i> vs la Cie électrique des Trois-Pistoles.....	1565
--	------

MONTREAL :—

Beaulac vs Dambrosio.....	1569
Bédard vs Le Crédit Stadacona, ltée.....	1568
Déary <i>ès-qual.</i> vs Gervais.....	1570
Guy <i>èsq. et al</i> vs Roy.....	1569
Hand vs Dme Chapman.....	1568
Kydd vs Larcher.....	1571
La Banque d'Hochelaga vs Ste-Marie <i>et al.</i>	1566
Latour <i>et al</i> <i>èsq.</i> vs Lavigne.....	1569
Martineau, insolvent.....	1566
The Montreal Loan & Mortgage Company vs Robitaille.....	1570
The Royal Trust Coy <i>ès-qual.</i> vs Hyland.....	1571
Wilders, Ltd vs Dme Wright.....	1567

OTTAWA :—

Clément vs Coulombe.....	1572
--------------------------	------

QUEBEC :—

Bilodeau vs Dme Cotter.....	1572
The city of Quebec vs Dme Guay.....	1574
The corporation of the parish of Notre-Dame-des-Anges-de-Montaban vs Naud.....	1573
Montreuil vs Desputeau <i>et al.</i>	1573

ROBERVAL :—

Dion vs Bonneau.....	1574
----------------------	------

SAGUENAY :—

Laliberté vs Simard <i>et al.</i>	1575
---	------

TERREBONNE :—

Beauchamp vs Bélanger *et vir*..... 1584
 Villeneuve vs La Cie Lafleur, incorporée. 1576

TERREBONNE :—

Beauchamp vs Bélanger *et vir*..... 1584
 Villeneuve vs La Cie Lafleur, incorporée. 1576

TROIS-RIVIÈRES :—

Caron *et al* vs Carpentier *et al*..... 1576

THREE RIVERS :—

Caron *et al* vs Carpentier *et al*..... 1576